



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2772
17 septembre 2021
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE **OUVRIÈRE**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

La hausse des prix mange les salaires

Payons-nous sur le capital!



Hôpitaux
**Obligation
vaccinale et
pénurie générale**

Page 15

11 Septembre
**Le terrorisme
nourri par
l'impérialisme**

Page 10

**Nathalie
Arthaud
candidate**



Page 2

Leur société

- Hausse des prix : au bonheur des grandes fortunes 3
- Logements : plus petits et plus chers 3
- Mélenchon, Hidalgo, Montebourg : à la recherche de l'électorat perdu 4
- PCF : l'union de la gauche comme seule politique 4
- Affaire Benalla : gare au gorille ! 4
- Autoroutes : nationaliser, dénationaliser, il y a toujours à y gagner 5
- Beauvau : la béquille sécuritaire 5
- Buzyn mise en examen : l'incurie sanitaire continue 5
- Éducation : catastrophe permanente et épidémie 6
- Lycée Paul Éluard - Saint-Denis : rentrée chaotique, enseignants en grève 6
- Nos lecteurs écrivent : le handicap, "cause nationale"... mais pas à l'école ! 6
- Migrants : accord franco-britannique et politique odieuse 7
- Contraception : les mesquineries du gouvernement 7
- Cantines scolaires : exclu pour cause de pauvreté 7

Dans le monde

- Afghanistan : des milliards pour la guerre, une aumône pour le peuple affamé 8
- Lafarge en Syrie : le profit avant tout ! 8
- Dassault : de bonnes affaires, à quel prix ? 8
- Éthiopie : une guerre meurtrière 9
- Guinée : la voiture électrique polluée 9
- Covid : double peine pour les pays pauvres 9
- Vingt ans après : loin de combattre le terrorisme, l'impérialisme l'a nourri 10
- Brésil : Bolsonaro bat le rappel 16

Dans les entreprises

- Le 5 octobre et après 11
- Salaires : il faut les augmenter 11
- Collectivités locales 12
- Résidence APF - Pantin 12
- Nos lecteurs écrivent 12
- Stellantis-PSA - Sochaux 13
- Interdigital - Rennes 13
- Aubert & Duval - Pamiers 13
- TER Marseille-Nice 14
- Bus Transdev région parisienne 14
- Transdev - Saint-Gratien 14
- Hôpitaux publics 15
- Guadeloupe 16
- ArcelorMittal Caraïbes 16

Agenda

- Meeting à Paris avec Nathalie Arthaud 3
- Fêtes régionales 3

Les travailleurs n'ont pas besoin de promesses électorales, mais d'un plan de luttes !

Primaire écologiste, candidature d'Hidalgo, gesticulations de Zemmour et de Le Pen, course à l'échalote à droite... C'est parti pour huit mois de promesses et d'annonces démagogiques. Ce week-end nous en a donné un avant-goût.

Augmentation de 10% des salaires, smic net à 1400 euros, doublement des salaires des enseignants, nationalisation des autoroutes, réindustrialisation ou planification écologique, avec des centaines de milliers d'emplois à la clé... qui dit mieux ?

Tous les cinq ans, le même cirque se répète, avec des comédiens s'engageant, la main sur le cœur, à être le président du changement, du redressement, du pouvoir d'achat ou de la sécurité... Alors, rappelons-nous que les promesses n'engagent que ceux qui y croient !

Il faut se souvenir de toutes les promesses oubliées ou piétinées dès que l'heureux élu accède au pouvoir. Qu'ils soient de gauche ou de droite, qu'ils soient issus de la finance comme Macron ou qu'ils l'aient dénoncée comme Hollande, une fois président, ils se transforment tous en paillasons de la bourgeoisie. Et l'essentiel de leur job consiste à justifier les mesures antiouvrières dictées par le grand patronat.

Rien ne sera donné aux travailleurs. Les augmentations de salaire ? Il faudra aller les arracher nous-mêmes au grand patronat, au travers de nos luttes, de nos grèves, de nos mobilisations. Les embauches nécessaires pour répartir le travail entre tous ? Il faudra les imposer aussi !

C'est vrai aussi pour la levée des brevets sur les vaccins, qui reste essentielle pour lutter contre la pandémie. C'est vrai pour un grand nombre de mesures contre le réchauffement climatique et pour la préservation de la planète. C'est vrai pour tout ce qui représente un coût ou un manque à gagner dans ce système capitaliste.

Aujourd'hui, les cours boursiers et les fortunes des milliardaires crèvent les plafonds. Les profits des grands groupes devraient exploser en 2021. Les perspectives économiques - c'est le gouvernement et le Medef qui le disent - sont excellentes pour l'ensemble du patronat. Mais elles le sont parce que le monde du travail n'a jamais été autant pressuré.

C'est en augmentant les rythmes et le temps de travail, en accentuant la précarité, en fermant des usines entières et en bloquant les salaires que la minorité capitaliste accumule des sommes

exorbitantes. Cet enrichissement se fait au prix d'une exploitation de plus en plus dure, au prix d'une lutte de classe acharnée, au prix de la montée du chômage et de la misère.

Tant qu'il n'y a pas de réactions dans le monde du travail, les attaques patronales se poursuivront et le grand capital agira comme un rouleau compresseur sur toute la société.

Alors, il ne faut pas rester spectateurs. Sans attendre la présidentielle, les travailleurs doivent se battre pour défendre leurs intérêts. Ils doivent profiter de toutes les occasions pour le faire. La journée de mobilisation interprofessionnelle du mardi 5 octobre, appelée par la CGT, FO, FSU et Solidaires, est un objectif dont il faut se saisir dans la perspective d'inverser le rapport de force avec le gouvernement et le patronat et de rendre les coups.

Les travailleurs doivent être unis et offensifs sur leurs intérêts essentiels : leur emploi, leur salaire, leurs conditions de travail, leur retraite, comme leurs droits aux allocations chômage. Ce combat correspond aux intérêts de toute la société, car la classe qui domine n'est pas seulement parasitaire, elle est aussi irresponsable vis-à-vis de la société.

Chercher un bon candidat susceptible de mieux gérer le système capitaliste est une impasse. Celui-ci ne fonctionne bien que pour les riches, il nous condamne à la concurrence, aux crises, au pillage et au dénuement d'une grande partie du monde. Il nous condamne aux rivalités et aux guerres. Et il tue la planète à petit feu.

Ce n'est pas Hidalgo, Mélenchon, Roussel et encore moins Péresse ou Le Pen qui détiennent les solutions pour changer le sort des exploités et l'avenir de la société. Ce sont les travailleurs eux-mêmes et cela dépend de leurs luttes.

Il appartient aux travailleurs, à tous ceux qui sont aujourd'hui mal payés, méprisés, humiliés, de changer cet ordre social. Je suis candidate à l'élection présidentielle pour défendre cette perspective-là.

Ceux qui la partagent pourront se regrouper autour de ma candidature. Ils affirmeront que le seul camp porteur d'avenir est le camp des travailleurs. Ils affirmeront que le seul programme qui vaille pour les travailleurs, ce n'est pas un programme électoral, c'est un plan de luttes.

Nathalie Arthaud



Hausse des prix : au bonheur des grandes fortunes

La hausse des prix dans les commerces s'accélère, s'ajoutant à celle des loyers, des assurances, de l'essence, du gaz, etc.

Celles et ceux qui, à la sortie du supermarché, comparent leur ticket de caisse aux précédents sont bien placés pour connaître l'ensemble des hausses attaquant leur pouvoir d'achat, mieux que l'Institut national de la statistique dont l'indice d'août enregistre une augmentation de 0,6% seulement par rapport à juillet

et de 1,9% par rapport à l'an dernier. À l'autre bout, et ce n'est pas une coïncidence, le patrimoine cumulé des cinq cents plus grandes fortunes de France a augmenté de 30% en un an.

Dans ce palmarès, on trouve pêle-mêle des familles propriétaires de chaînes de supermarchés et d'entreprises industrielles.

Dans l'agroalimentaire par exemple, Emmanuel Besnier et sa famille, qui possèdent Lactalis, ont vu leur patrimoine passer en un an de 9,9 à 12 milliards d'euros. Une société moins connue, Lesaffre, dont le capital est réparti entre 400 actionnaires issus de la famille du même nom, exploite 10 500 salariés dont 2 600 en France. Ils fabriquent entre autres des levures, qui servent non seulement à la fermentation du

pain mais aussi à celle de la fortune des propriétaires, estimée à 2,7 milliards d'euros. La famille Lambert, qui fait dans la volaille, a vu l'estimation de sa fortune baisser de 100 millions d'euros, il lui en reste tout de même 700 millions, tandis que, pour les confitures et les produits laitiers, Andros passe de 1,1 à 1,3 milliard d'euros. Du côté de la grande distribution, la fortune de la famille Mulliez, propriétaire d'Auchan, Kiabi, Decathlon, Leroy Merlin, Boulanger, Norauto, Flunch, au total 130 marques ou enseignes, a baissé de 2,6 à 2,4 milliards d'euros. Cela ne met pas sur la paille les huit cents personnes regroupées dans l'Association familiale Mulliez (AFM) qui s'affiche sur un boulevard de Roubaix.

Comment accepter que des capitalistes, y compris ceux qui réalisent leur profit en vendant leurs marchandises aux milieux

populaires, continuent à pressurer deux fois les travailleurs, une première en tant que salariés et une seconde quand ils viennent acheter leurs produits ? Pour se préserver dans cette société en crise, les travailleurs devront s'affranchir des secrets industriels, commerciaux et bancaires de façon à pouvoir contrôler les finances des grandes sociétés ainsi que les fortunes privées des capitalistes et de leurs affiliés. Mais pour cela il ne faut pas compter sur les organismes institutionnels. Seuls les travailleurs organisés pourront exercer un contrôle des prix réel et sérieux.

Pour pouvoir mettre en question le choix des entreprises, les prix qu'elles pratiquent, les sommes qu'elles investissent dans des produits utiles ou pas, ce qu'elles payent comme dividendes et à qui, un tel contrôle est indispensable.

Jean Sanday



Logements : plus petits et plus chers

Une étude vient de montrer qu'en vingt ans la taille moyenne des logements construits en Île-de-France a diminué, jusqu'à 15 m² de moins dans l'Essonne. La qualité des constructions a aussi reculé, avec des murs de moins en moins épais, isolant peu du bruit.

Ce n'est pas que les Franciliens préfèrent aujourd'hui l'exiguïté et tout entendre de ce qui se passe chez les voisins. Ce sont les promoteurs immobiliers qui ont fait le choix

de diminuer les surfaces pour construire plus de logements par immeuble. Le but n'est pas de résoudre la crise du logement mais de profiter au maximum de la hausse des prix de

l'immobilier – presque un doublement depuis 2000 – en commercialisant plus d'appartements sans investir plus.

Il est caractéristique que ce soit dans la grande couronne que les surfaces aient le plus rétréci, alors qu'elles n'ont presque pas évolué à Paris, où les ménages aisés peuvent financer leurs désirs. Au contraire, les familles populaires ne

peuvent se loger que loin de Paris, et même en grande banlieue la spéculation immobilière a fait monter les prix du mètre carré. Elles doivent donc s'entasser dans de plus petits logements.

Ainsi, dans ces logements construits récemment, 30% des chambres ne peuvent pas accueillir de lit double de façon convenable ! La surface plus petite des séjours pose aussi problème

à une époque où le télétravail se répand. Même les balcons, bien agréables à la belle saison quand ils existent, ont une profondeur limitée, interdisant d'y mettre une table et deux chaises dans presque deux logements neufs sur trois.

La croissance des inégalités sociales se reflète ainsi jusque dans la taille des logements.

Lucien Déroit

AGENDA

Meeting à Paris

avec Nathalie Arthaud,
candidature de
Lutte ouvrière
à l'élection
présidentielle

Samedi
9 octobre
à 15 h 00

Théâtre
de la Mutualité
24, rue Saint-Victor,
Paris 5^e
Métro :
Maubert-Mutualité



Fêtes régionales

Lyon

Samedi 18 septembre
à partir de 17 heures
et dimanche
19 septembre
Hall des fêtes, Saint-Fons
avec Nathalie Arthaud

Lille

Samedi 25 septembre
de 15 heures à minuit
Le Chapitô,
parc Gustave-Engrand
à Hellemmes
avec Nathalie Arthaud

Bourges

Samedi 25 septembre
de 14 heures à minuit
Restaurant Les Rives
d'Auron

Rennes

Samedi 2 octobre
de 15 heures à minuit
Carrefour 18
7, rue d'Espagne
avec Nathalie Arthaud

Toulouse

Samedi 2 octobre
de 18 heures à minuit
et dimanche 3 octobre
de 11 heures à 18 heures
Salle des fêtes
de Ramonville-Saint-Agne
Parc technologique
du Canal
avec Nathalie Arthaud

Limoges

Samedi 2 octobre
à partir de 16 heures
Maison du Temps Libre
à Landouge

Orléans

Fleury-les-Aubrais
Samedi 9 octobre
de 14 heures à minuit
Salle des Bicharderies
ZA des Bicharderies

Tours

**Saint-Pierre-
des-Corps**
Samedi 9 octobre
de 14 h 30 à minuit
Salle des fêtes,
près de la mairie

Mélenchon, Hidalgo, Montebourg : à la recherche de l'électorat perdu

Après Jean-Luc Mélenchon et Arnaud Montebourg, la déclaration de candidature d'Anne Hidalgo à l'élection présidentielle, le 12 septembre, complète l'offre estampillée « maison Mitterrand et successeurs, spécialité de promesses électorales à l'usage des classes populaires, certifiée de gauche depuis 1971 ».

Tous les trois prétendent reconquérir l'électorat populaire et voudraient présenter pour cela un catalogue social. Mélenchon parle de porter le salaire minimum à 1400 euros net et de confisquer 50 milliards de profits financiers réalisés durant la crise sanitaire. Hidalgo prévoit une hausse des salaires de 15 %, plus encore pour les soignants et jusqu'au doublement de celui des enseignants, histoire de récupérer le terrain perdu dans les salles des professeurs. Montebourg promet quant à lui le paradis à condition

de se claquemurer derrière les frontières et les douanes, parvenant à faire passer ce discours réactionnaire pour le dernier cri du républicanisme de gauche.

À l'aune des problèmes actuels et futurs des travailleurs, ces promesses sont dérisoires. Le monde entier s'enfonce dans la crise, les guerres et les catastrophes ; les attaques se multiplient contre les classes populaires, les bidonvilles fleurissent à nouveau dans les villes, une fraction croissante de la population a la tête sous l'eau, les préjugés réactionnaires,

la violence gratuite, la délinquance, le fanatisme religieux font des ravages et la gauche de gouvernement se contente d'avancer péniblement quelques aumônes...

Mais surtout chacun sait, y compris leurs éventuels électeurs, que ces propositions ne sont que des phrases visant à les départager et certainement pas un programme de gouvernement. L'expérience a suffisamment montré que, arrivés au pouvoir, ces beaux parleurs feront là où le grand patronat leur dira de faire. Les nouveaux candidats, qui sont d'ailleurs des politiciens blanchis sous le harnais, ne feront pas mieux que les anciens, de Mitterrand à Hollande en passant par Jospin.

L'improbable victoire de l'un d'entre eux ne ferait que rééditer les précédents

passages de la gauche aux affaires. À chacun de ces passages les promesses électorales faites aux travailleurs ont été trahies pendant que les attaques antiouvrières et les cadeaux aux capitalistes continuaient. Cela s'est traduit par le découragement de bien des militants ouvriers, le dégoût de nombre d'électeurs et la progression des préjugés et des voix réactionnaires, de l'extrême droite nationaliste aux islamistes. C'est par sa propre politique que la gauche a perdu son électorat !

Cela n'empêche nullement Hidalgo, Mélenchon, Montebourg et autres de reproposer le même ragoût, les yeux fixés sur leurs objectifs réels qui sont le partage des circonscriptions législatives et les postes de ministre, député, maire, chef de parti ou tout autre fonction offerte aux mairiottes démocratiques.

Gagnant, placé ou non partant, le tiercé Montebourg, Hidalgo, Mélenchon ne résoudra pas plus les problèmes des travailleurs que celui qui se court à Auteuil.

Paul Galois

Les promesses électorales, c'est comme les bulles de savon...



PCF : l'union de la gauche comme seule politique

La Fête de l'Humanité s'est tenue les 10, 11 et 12 septembre au parc de La Courneuve, et malgré les contraintes imposées par la situation sanitaire, qui avaient conduit à l'annulation de la précédente édition, elle a réuni plusieurs dizaines de milliers de participants.

Le PCF fait ainsi la démonstration qu'il regroupe encore des milliers de femmes et d'hommes suffisamment dévoués à leur parti pour lui consacrer le temps et l'énergie sans lesquels un tel rassemblement est impossible. Pour un large milieu populaire qui demeure lié au

Parti communiste et à ses militants, la Fête de l'Huma, comme disent les habitués, demeure un rendez-vous important de la rentrée de septembre.

Cette année, la Fête de l'Humanité a donné l'occasion à Fabien Roussel, candidat du parti à l'élection présidentielle, de lancer sa

campagne. « Il y a un candidat communiste », proclame-t-il fièrement, contrairement à 2012 et 2017 où le PC avait fait le choix de s'effacer derrière Mélenchon. Mais pour défendre quelle politique ? « Le défi des jours heureux » est le slogan de campagne de Roussel, faisant clairement référence au programme du Conseil national de la Résistance de 1944. Les mesures développées par le dirigeant du PC lors de son meeting sur la grande scène de la fête n'ont rien de particulièrement radicales : le smic à 1800 euros, la lutte contre l'évasion fiscale, le tout accompagné d'une dénonciation très générale du capitalisme... Il se dit partisan d'une réduction du temps de travail pour que tout le monde puisse travailler, mais la seule mesure à prendre immédiatement, selon lui, serait un moratoire des délocalisations. Mettre en avant la défense de la souveraineté nationale

permet à Roussel de ne rien proposer sur le terrain de la lutte contre le capitalisme et de la lutte de classe contre la bourgeoisie, bien française, qui accumule les profits.

Et pour obtenir l'application de ces mesures, Roussel n'a qu'une seule réponse : il faut l'envoyer à l'Élysée car, quand il sera président, c'est promis, tout changera ! Le candidat du PCF y croit si peu lui-même qu'il propose à toutes les forces de gauche « de travailler à un pacte d'engagement commun aux élections législatives », avec pour objectif : « Bâtir une nouvelle majorité à l'Assemblée nationale, avec le plus possible de députés de gauche et écologistes, et bien sûr un grand nombre de députés communistes. »

En d'autres termes, Roussel n'a rien d'autre à proposer que de rééditer une nouvelle mouture d'union de la gauche. Mais les travailleurs n'ont pas la mémoire si courte qu'ils aient

oublié comment le socialiste Hollande s'était proclamé l'ennemi de la finance lors de sa campagne présidentielle et de quelle façon il s'était empressé de la servir, une fois élu. Mais quel que soit le nom qu'on lui donne, une nouvelle union de la gauche, si tant est qu'elle soit possible et parvienne au gouvernement, ne ferait que conduire les travailleurs à une nouvelle impasse, source de déceptions.

La tâche de militants qui se réclament du communisme et du mouvement ouvrier ne consiste certainement pas à tenter de remettre en selle des politiciens qui, à juste titre, n'inspirent plus confiance au monde du travail. Leur tâche est de tout faire pour redonner confiance aux travailleurs dans leur capacité à changer la société par leurs propres mobilisations et en menant la lutte de classe contre leurs exploités.

Marc Rémy



Dans la Fête de l'Humanité.

Affaire Benalla : gare au gorille !

Le procès d'Alexandre Benalla s'est ouvert le 13 septembre. Cet ancien garde du corps de Macron s'était illustré, déguisé en policier, en tabassant des manifestants à Paris 5^e, place de la Contrescarpe, et au Jardin des Plantes, à l'issue de la manifestation du 1^{er} mai 2018.

Bien que la scène de la Contrescarpe, filmée par un témoin, ait montré les coups donnés gratuitement par Benalla à un couple qui n'avait aucune attitude

agressive, ce dernier n'en a pas moins affirmé à plusieurs reprises avoir eu « un réflexe citoyen » en « interpellant des agresseurs de policiers ! »

Ce n'est pas le seul acte délictueux que l'on peut attribuer à Benalla. Alors que ce chouchou de Macron avait quand même fini par être licencié de l'Élysée, il avait continué à utiliser différents passeports diplomatiques pour effectuer une vingtaine de voyages dans différents pays pour tenter de vendre

ses compétences de petite frappe, notamment à plusieurs dictateurs.

Tombé en disgrâce, il a été finalement traîné au tribunal, où il risque une condamnation qu'il n'aura pas volée. Mais que lui reproche-t-on vraiment ? D'avoir usurpé la panoplie des vrais policiers, seuls autorisés en toute légalité

à matraquer et à éborgner ceux qui contestent les décisions du pouvoir, et d'avoir utilisé pour son compte personnel les passe-droits que sa précédente fonction lui autorisait... Comment s'étonner que, tout auréolé de la caution officielle, il se soit senti dans son droit ?

M. L.

Autoroutes : nationaliser, dénationaliser, il y a toujours à y gagner

Les présidentielles de 2022 se rapprochant, c'est le grand retour des promesses électorales, surtout celles qui ne coûtent rien aux capitalistes, voire qui peuvent leur rapporter gros ! Parmi elles, il y a la renationalisation des autoroutes, promise de Le Pen à Mélenchon en passant par Roussel, Montebourg, etc.

Le racket des automobilistes par les sociétés concessionnaires d'autoroutes est scandaleux. Année après année, la Cour des comptes dénonce « une distorsion entre péages et coûts », « une opacité des tarifs », ou encore la « maximisation des recettes ». C'est d'autant plus choquant que ces autoroutes ont été construites

à partir des années 1950 par l'État avec l'argent du contribuable et en faisant les beaux jours des trusts du BTP. Puis, entre 2001 et 2006, une fois les travaux amortis et les autoroutes devenues rentables, l'État en a confié la gestion pour une bouchée de pain à des trusts, souvent du secteur du BTP comme Vinci ou

Eiffage.

À l'époque, le coût du vol a été estimé à dix milliards d'euros. Pour l'ensemble de ces sociétés d'autoroutes, l'opération a été la poule aux œufs d'or. Entre 2006 et 2019, elles ont versé plus de 33 milliards d'euros de dividendes à leurs actionnaires !

S'attaquer à ces capitalistes complètement parasites serait donc plus que légitime. Sauf que tous les candidats qui parlent de renationaliser ces autoroutes, leur promettent en fait un nouveau cadeau. Renationaliser, cela veut dire racheter. En plus, tous



se gardent bien de dire à quel prix, sans doute parce qu'ils savent que ces trusts se sont protégés par des clauses juridiques stipulant que, si l'État voulait effectuer un rachat anticipé des concessions, il devrait les dédommager : le ministère des Finances estime que cela coûterait 50 milliards d'euros... Et

on ne voit pas ces hommes politiques respectueux de la légalité capitaliste ne pas honorer ces clauses...

Il n'y a vraiment aucune raison d'indemniser les gros actionnaires de ces sociétés d'autoroutes ni de continuer à racketter les automobilistes, il faut les exproprier sans indemnité.

Arnaud Louvet

Beauvau : la béquille sécuritaire

Macron a présenté, le 14 septembre, les conclusions du « Beauvau de la sécurité ». Ces concertations fleuve, commencées il y a huit mois, visaient à calmer les récriminations des syndicats de policiers ulcérés par quelques allusions de Macron aux contrôles au faciès et aux violences policières.

Macron aurait difficilement pu ignorer le scandale créé par le tabassage, en novembre 2020,

d'un producteur de musique d'origine antillaise, et d'autres accusations de violences policières lors de

manifestations. Récemment encore, Amnesty international a dénoncé dans un rapport les graves violences gratuites exercées par les forces de répression contre des jeunes à la free-party de Redon en juin dernier.

Il ne restait plus au président qu'à corriger la mauvaise impression

donnée aux policiers par ses quelques déclarations de circonstance. Reprenant la main sur son ministre de l'Intérieur Darmanin, Macron est donc venu à l'école de police de Roubaix, dans les Hauts-de-France, fief de Xavier Bertrand, pour apporter son soutien aux policiers et flatter l'électorat de droite, voire d'extrême droite, policier ou non. Il a déroulé un catalogue de promesses, dont l'essentiel ne pourra pas être voté avant l'élection présidentielle.

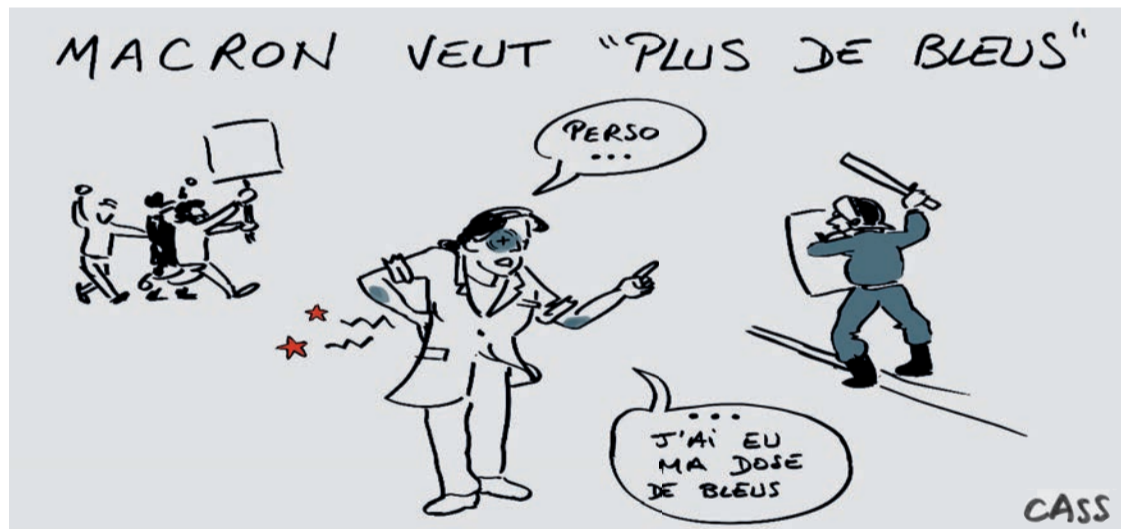
Aux policiers, il a promis un budget augmenté de 500 millions, soit au total 1,5 milliard d'euros dès 2022, des moyens matériels, informatiques, scientifiques, et pour accélérer les procédures, le doublement des effectifs sur le terrain d'ici dix ans, avec une réserve opérationnelle de 30 000 hommes, et 20 000 réservistes

supplémentaires dans la gendarmerie. Et d'ajouter pour faire bonne mesure des écoles de formation, des affectations plus rapides, sans compter les nouvelles tenues, revues et modernisées, jusqu'aux couvre-chefs !

L'approche des élections rend Macron lyrique : il n'a pas hésité à déclarer aux policiers et gendarmes : « Je vous le dis avec solennité, respect et affection : la nation vous aime ! »

Sous le ridicule, son discours fleuve renvoyait tout de même à une réalité : Macron ménage la police, comme tout chef d'État qui sait que si la répression ne règle aucun des problèmes quotidiens créés par une société en crise, c'est toujours un dernier recours contre ceux qui protestent, à protéger absolument.

Sylvie Maréchal



Buzyn mise en examen : l'incurie sanitaire continue

Vendredi 10 septembre, l'ex-ministre de la Santé Agnès Buzyn a été mise en examen pour mise en danger de la vie d'autrui, après son audition par des magistrats de la Cour de justice de la République.

Elle est aussi placée sous le statut de témoin assisté pour abstention volontaire de prendre les mesures propres à combattre un sinistre, suite à des plaintes déposées contre les membres du gouvernement.

Ministre de la Santé et des solidarités à partir de 2017, Agnès Buzyn a

démissionné du gouvernement en février 2020, au début de l'épidémie et des premiers cas de Covid rendus publics en France. Alors qu'elle savait qu'un « tsunami sanitaire » se préparait, elle avait menti en affirmant que « le risque de propagation du virus au sein du pays [était] faible et que quand bien même le

virus se propagerait, tout le système [était] prêt pour répondre ». Puis elle avait tranquillement démissionné pour briguer la mairie de Paris, sur la liste LREM.

Par la suite, les soignants et les patients qui affluaient ont pu constater à quel point la politique d'économies menée par Buzyn comme par ses prédécesseurs avait démuné les hôpitaux face à l'épidémie de Covid-19. En deux ans et demi de service, elle a aussi assumé le remboursement de plusieurs séries de

médicaments et elle s'est affrontée à la grève des urgentistes contre l'insuffisance des moyens au cours de l'année 2019. C'est encore son ministère, chargé de la réforme des retraites, qui a suscité le mouvement de l'hiver 2019-2020. Les travailleurs, par leurs réactions, avaient donc déjà plus d'une fois jugé Buzyn et sa politique.

Quant à la Cour de justice de la République, elle a été fondée en principe pour juger les gouvernants et surtout pour leur éviter de

tomber sous les coups de la justice ordinaire. Ce n'est certes pas d'elle qu'il faut attendre un véritable jugement de Buzyn. Sa culpabilité, en l'occurrence, n'est pas celle d'une personne et des erreurs qu'elle aurait commises à son niveau individuel. C'est sa politique, et celle du gouvernement auquel elle appartenait, qui devrait être jugée par les travailleurs et la population. Et surtout il faudrait y mettre fin.

Charles Legoda

Éducation : catastrophe permanente et épidémie

Comme on pouvait s'y attendre, le ministre Blanquer s'est déclaré satisfait de la rentrée scolaire qui se solde par 3 000 classes fermées du fait de la circulation du virus, soit 0,5 % des classes.

Pour lui, tout va bien. Mais ce n'est pas l'avis des parents, des enseignants, et surtout des jeunes eux-mêmes, qui s'inquiètent des conséquences catastrophiques de presque deux années scolaires chaotiques marquées par le confinement total, puis partiel, et un enseignement à distance impossible.

Les dégâts s'étaient fait sentir dès la rentrée 2020, après une fin d'année scolaire marquée par deux mois de confinement. La situation s'est encore aggravée depuis : difficultés dans l'apprentissage de la lecture en particulier, problèmes de concentration, problèmes de sommeil, conséquence du confinement et de mois sans rythme régulier. Ces difficultés sont accrues par les conséquences de la crise. En effet, dans nombre de familles, un des parents voire les deux se sont retrouvés au chômage, ou n'ont touché qu'une partie de leur salaire. Des jeunes vivent dans des familles menacées d'expulsion, ou dépendantes de l'aide alimentaire.

Les syndicats enseignants dénonçaient dans un communiqué commun daté du 20 août le refus du gouvernement « de créer un collectif budgétaire pour la création de postes d'enseignants, de conseillers d'éducation, d'assistants d'éducation, de psychologues scolaires, [...] et d'annuler les suppressions de postes, notamment dans le second degré où le déploiement d'heures supplémentaires est une réponse inadaptée ». On assiste en effet à une rentrée où les élèves,

dont beaucoup se disent perdus, s'entassent dans des classes à 28, 30 ou 35, sont confrontés à l'absence de professeurs remplaçants et plus généralement au manque d'adultes, dont la présence est indispensable pour faire fonctionner un établissement scolaire.

À cela s'ajoutent les effets des réformes mises en place par Blanquer qui aboutissent à réduire de plus en plus les heures allouées à de nombreuses matières,

car faire des économies est toujours au programme du gouvernement. C'est particulièrement vrai dans la filière professionnelle où les horaires des matières de culture générale, telles que le français, l'histoire-géographie ou les langues, ont fondu comme neige au soleil.

À n'en pas douter, il y a au moins un enseignement que nombre de jeunes tireront de cette situation : l'éducation de la jeunesse, en particulier celle des classes populaires, est le cadet des soucis du gouvernement et de la classe sociale qu'il sert.

Aline Retesse



Lycée Paul-Éluard – Saint-Denis : rentrée chaotique, enseignants en grève

Vendredi 10 septembre, une semaine après la rentrée des élèves, plus d'une vingtaine d'enseignants du lycée Paul-Éluard de Saint-Denis ont refusé de prendre les élèves et ont décidé d'appeler à la grève le jeudi suivant.

En effet rien ne va plus. En fin d'année dernière, le proviseur, malade, qui n'avait rien préparé pour l'année suivante, avait été remplacé par une proviseuse chargée par le recteur d'organiser les classes de ce grand lycée de 1 900 élèves et d'établir les emplois du temps. Aux ordres du recteur, elle a taillé dans le vif en supprimant des moyens horaires : du coup, les classes de seconde ont vu leurs effectifs grimper, des doublages dans des matières ont été supprimés. Ainsi des élèves de première technologique doivent se mettre à deux sur un ordinateur pour établir un projet personnel, des élèves en

sciences et vie de la terre se retrouvent à trois sur des paillasses pour faire des expériences. Quant au proviseur, revenu de son congé maladie, il refuse pour l'instant de donner des emplois du temps papier aux élèves par souci d'écologie, mais la plupart ne disposent pas des codes indispensables pour se connecter sur leur emploi du temps sur Internet. Depuis le début de l'année, les surveillants renseignent comme ils peuvent des élèves paniqués qui errent dans les couloirs.

À cela s'ajoutent bien sûr les postes non pourvus : il manque des enseignants en maths, en anglais. Dans ce lycée populaire, deux postes

d'assistants sociaux ne sont pas pourvus, alors que nombre d'élèves sont déjà en demande d'aide, pour des fournitures scolaires au mieux ou, pire, pour des demandes de secours. Il manque aussi des accompagnants d'élèves en situation de handicap : sur les 156 heures recensées par la Maison du handicap, seules 24 sont pourvues et ce dans un lycée qui n'est pas aux normes, qui ne dispose même pas d'un ascenseur pour les élèves à mobilité réduite.

Parler de la situation sanitaire et des précautions à prendre dans ces conditions aurait de quoi faire rire. Les agents d'entretien qui devraient être plus nombreux sont en sous-effectif : cinq d'entre eux sont en congés bonifiés et ne sont pas remplacés. Le personnel de l'intendance est également réduit et l'intendant distribue

des tickets de cantine à des files d'élèves tassés les uns contre les autres parce que le logiciel permettant de recharger les cartes de cantine est en panne.

Cerise sur un gâteau déjà copieux, les enseignants ont appris que 60 élèves de BTS n'avaient pas de carte scolaire pour entrer dans le lycée et s'identifier, qu'ils ne seraient donc plus filtrés dans un établissement qui a connu nombre d'intrusions violentes ces dernières années. Les bandes peuvent maintenant s'infiltrer en toute impunité. Enseignants, conseillers d'éducation et surveillants ont raison d'être inquiets.

Alors, pour beaucoup, la coupe est pleine. Les enseignants grévistes ont appelé les parents à les rejoindre jeudi 16 septembre dans leur action.

Correspondant LO



Nos lecteurs écrivent

Le handicap, "cause nationale"... mais pas à l'école!

« Le président Macron avait fait de la question du handicap une grande cause nationale. En visite à Marseille il a prétendu défendre « une école plus inclusive, pour permettre à tous les enfants en situation de handicap d'être scolarisés en étant accompagnés ».

Enseignante à Sarcelles, je peux vous dire que la réalité est tout autre et que la situation se dégrade. Les AESH (accompagnants d'élèves en situation de handicap), déjà en

nombre insuffisant, ont vu leurs conditions de travail changer : sous prétexte de contenter toutes les familles, ils doivent maintenant s'occuper de plusieurs enfants dans la journée et courir d'une école à l'autre. Prendre du temps pour créer un lien avec l'enfant, c'est considéré comme inutile.

Pire, un AESH malade ou en formation n'est pas remplacé et les enfants dont il s'occupe doivent se débrouiller tout seuls. Dans

mon école, une AESH en longue maladie n'a pas été remplacée pendant un an. L'enfant, lourdement handicapé, a été partiellement scolarisé dans des conditions déplorables pour lui, pour les autres enfants et pour son enseignant. C'est insupportable mais qu'importe à Macron ! Il continue de fanfaronner devant les caméras sur l'école de l'inclusion. C'est honteux ! »

Une institutrice de Sarcelles



Migrants : accord franco-britannique et politique odieuse

Un nouvel accord franco-britannique a été négocié en juillet entre **Gérald Darmanin** et son homologue **Priti Patel** dans le but d'empêcher les réfugiés tentant la traversée de la Manche d'atteindre le sol anglais, et surtout d'y rester.

La première flic britannique, pour laquelle « stopper les traversées est une absolue nécessité », s'est vantée pour la circonstance de former la police aux frontières et les gardes-côtes à des techniques de refoulement des embarcations de fortune qu'empruntent les migrants. Il s'agit de repérer ces bateaux gonflables chargés à ras bord de femmes, d'hommes et d'enfants, puis de les repousser hors des eaux territoriales du pays, au besoin au moyen de jet skis. Comment les passagers déjà épuisés après une traversée aussi dangereuse pourraient survivre à cette chasse à l'homme n'est pas le souci de Priti Patel. Elle a même lancé des juristes sur une réécriture de

l'interprétation britannique du droit maritime international, afin de permettre ces « tactiques de redressement » en mer, autrement dit l'interception et le renvoi de toute embarcation transportant des migrants venant des côtes françaises en tout point de la Manche.

Cette politique a au passage donné l'occasion à Darmanin de jouer les humanistes, en protestant contre cette mise en danger des migrants, contraire à l'élémentaire obligation, en mer, de sauver les vies. Mais cela ne l'a pas empêché d'affirmer que 62% des départs avaient été arrêtés, notamment grâce au doublement des patrouilles de police le long du littoral. Les candidats à la traversée

comme les militants humanitaires qui tentent de les aider peuvent en témoigner. La traque quotidienne que subissent les migrants sur les côtes du Pas-de-Calais, les démantèlements de campements, les destructions de couvertures, réchauds, sacs personnels, les descentes de police, les exactions physiques, les interdictions de distribution de nourriture ou de fiches récapitulant les numéros d'urgence, tout est soigneusement mis en œuvre.

Cette politique honteuse a d'ailleurs un coût, qui justifie les 54 millions de livres sterling (62 millions d'euros) promis par le gouvernement britannique en dédommagement au ministre de Darmanin. C'est cette corde ô combien sensible que le Premier

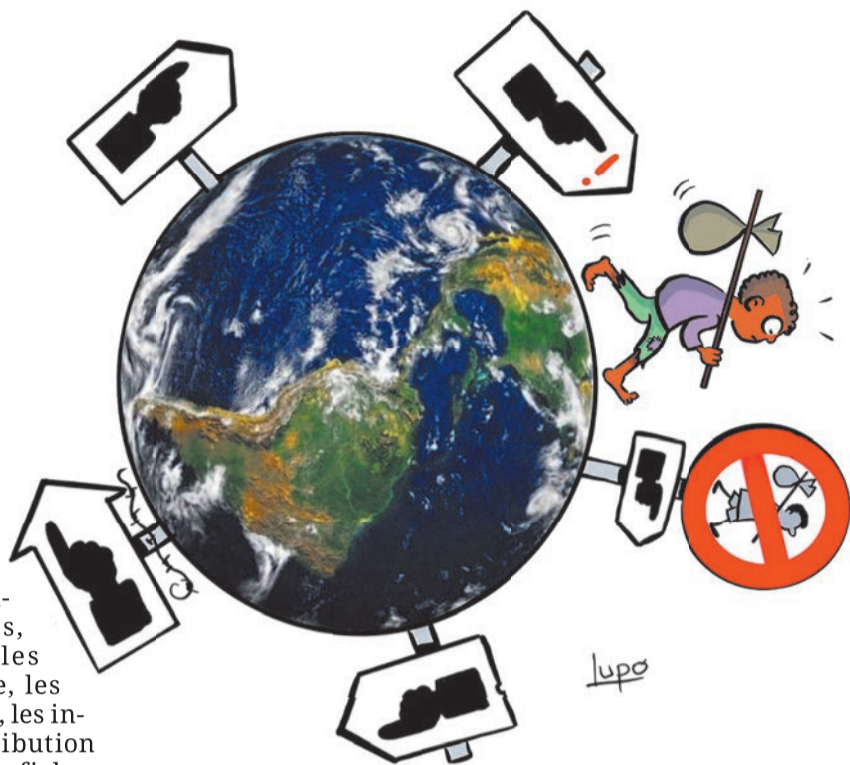
ministre, Boris Johnson, vient de pincer, appuyant sa ministre de l'Intérieur, en menaçant de ne pas verser ces subventions.

Ce chantage feint, qui donne lieu à une nouvelle scène de Darmanin, n'est qu'un épisode de la politique révoltante de ces deux États qui marchandent la vie de 15 000 personnes :

celles qui ont depuis début janvier 2021 tout tenté pour traverser.

Et comme « l'absolue nécessité », pour des dizaines de milliers d'êtres humains, se résume à fuir les ruines et la mort généreusement répandues de par le monde par les États impérialistes, les traversées continueront.

Viviane Lafont



Contraception : les mesquinerie du gouvernement

Le ministre de la Santé, **Olivier Véran**, a annoncé le 9 septembre l'extension jusqu'à l'âge de 25 ans de la gratuité d'une partie des moyens de contraception.



Ce remboursement à 100% par l'Assurance maladie s'appliquera aux pilules de première et de deuxième génération, aux dispositifs intra-utérins (« stérilets »), aux implants hormonaux et à la « pilule du lendemain », ainsi qu'aux consultations médicales préalables. Il s'agit d'une extension de ce qui était en vigueur auparavant jusqu'à 18 ans. C'est évidemment une bonne nouvelle pour de nombreuses jeunes femmes pour qui la contraception représente un poids financier non négligeable.

Mais cette annonce de Véran frappe également par sa mesquinerie. Le problème financier ne disparaît pas miraculeusement à 26 ans. La contraception gratuite pour toutes les femmes qui le souhaitent, quel que soit leur âge, devrait être une évidence. Et ce n'est toujours pas le cas, plus de 50 ans après la légalisation de la pilule.

D'autre part, cette prise en charge à 100% ne s'appliquera pas aux pilules de troisième et de quatrième génération qui représentent plus de 30% des pilules prescrites. Le

Planning familial, plus proche des réalités que Véran, revendique l'extension de la gratuité à tous les moyens de contraception.

Par ailleurs, face aux annonces du ministre, l'association soulève la question de l'accès. Il faut parfois aller loin pour trouver un centre ou un médecin délivrant une contraception gratuite et anonyme, en particulier en dehors des villes. Mais remédier à cela est exactement à l'opposé de la politique de coupes budgétaires dans la santé.

Thomas Baumer

Cantines scolaires : exclu pour cause de pauvreté

Judi 9 septembre, un enfant de 7 ans scolarisé dans une petite ville de Gironde a été exclu de la cantine et reconduit chez lui par un policier municipal envoyé par la maire de sa commune.

Sa mère devait 800 euros à la cantine.

Ce n'est pas en humiliant un enfant devant ses camarades de classe et en le privant de repas qu'on pourra résoudre ce problème d'impayés. Pour sa défense, la maire a invoqué que, dans sa petite ville, elle avait dû intervenir auprès de soixante familles pour récupérer

17 000 euros d'impayés.

Les retards de paiement de la cantine existent dans toutes les communes, qu'il s'agisse de négligence, d'oubli ou de plus en plus des difficultés financières dues à la situation des parents, qui ont du mal à payer peut-être le seul repas équilibré qu'auront leurs enfants dans la journée. Mais quand on en

arrive à de telles sommes, cela signifie qu'il y a un réel problème de pauvreté et montrer du doigt les mauvais payeurs ne peut être une solution. Faire appel aux services sociaux de la commune peut être une possibilité dans quelques cas, mais cela ne résout rien à terme, ces mêmes services croulant eux aussi souvent sous les demandes d'aide.

L'accès gratuit à la cantine scolaire pour tous les enfants devrait faire partie

des obligations de l'Éducation nationale, au même titre que l'enseignement.

Actuellement, il n'est pas utopique de penser que toutes les richesses accaparées par une poignée de profiteurs pourraient et devraient servir à payer la cantine à tous les écoliers, en même temps que bien d'autres choses. Et le total ne serait qu'un verre dans l'océan des profits qu'ils réalisent avec le travail de leurs salariés.

Marianne Lamiral



Afghanistan : des milliards pour la guerre, une aumône pour le peuple affamé

« Tout est fermé, il n'y a plus d'argent et dans trois mois les gens n'auront plus de quoi manger. On ne peut pas continuer comme ça », dénonçait un habitant de Jalalabad, ville située à l'est de l'Afghanistan, à 150 kilomètres de la capitale Kaboul.

D'après les Nations unies, à ce rythme, 97% de la population afghane pourrait tomber sous le seuil de pauvreté d'ici l'été 2022.

Face à cette catastrophe, conséquence de vingt années de guerre menée par

les dirigeants impérialistes, ceux-ci promettent une aide totalement dérisoire. L'ONU avait demandé 600 millions de dollars pour répondre aux urgences du moment. Les représentants français ont dit vouloir débloquent

100 millions d'euros. Quant aux États-Unis, qui ont englouti 2 000 milliards de dollars dans cette guerre, ils ont avancé le chiffre de 64 millions de dollars.

Depuis l'arrivée au pouvoir des talibans à la mi-août, les financements internationaux ont été suspendus. Or, 40% des revenus du pays venaient de ces fonds étrangers. À Kaboul, certaines banques ont ouvert

de nouveau mais les retraits sont limités à 20 000 afghanis par semaine et par personne, l'équivalent de 200 euros. Et pour accéder aux distributeurs, il faut compter des heures d'attente, en espérant que les caisses aient été remplies. Mais la plupart des Afghans sont dans une situation bien pire, ne disposant pas de telles sommes. Un Afghane sur trois souffre en effet de la faim. Les services de l'éducation et de la santé qui se maintenaient encore sont en train de s'écrouler. « Les établissements médicaux et les hôpitaux qui pouvaient pratiquer des soins gratuitement sont aujourd'hui obligés de faire payer les patients, parce que ces hôpitaux n'ont plus aucune source de financement. Alors que leurs patients sont eux-mêmes en train de perdre leur emploi et que le prix des denrées de base s'envole », a dénoncé le coordinateur médical de Médecins sans frontières (MSF) en Afghanistan, Tankred Stoebe.

À cela s'ajoute le poids de la dictature que les fondamentalistes religieux veulent faire peser sur toute la population. En 2021, comme l'ont déclaré nombre d'Afghans, « les talibans n'ont pas changé ».

« Si nous voulons faire progresser les droits de l'Homme pour le peuple afghan, le meilleur moyen est d'aller de l'avant avec l'aide humanitaire, de dialoguer avec les talibans et de tirer avantage de cette aide humanitaire pour pousser à la mise en œuvre de ces droits », a expliqué le secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres. Mais ceux qui manifestent contre les talibans, et en particulier toutes les femmes qui continuent de le faire pour le maintien des quelques droits acquis sous les gouvernements précédents, comme celui de travailler ou d'étudier, n'ont aucune aide à attendre de ce côté. L'aide humanitaire devient même la justification d'une politique consistant à s'entendre, quoi qu'il en coûte à la population, avec ceux qui, de toute façon, se sont imposés au pouvoir.

Les dirigeants impérialistes pourraient en effet tout à fait s'appuyer à nouveau sur les talibans, comme en 1996, et comme ils l'ont fait très souvent avec des régimes et des forces tout aussi réactionnaires, dans le but de maintenir leur domination.

Aline Rétesse



Des manifestants à Kaboul, le 7 septembre.

Lafarge en Syrie : le profit avant tout !

Hasard du calendrier, la veille de l'ouverture du procès contre les attentats du 13 novembre 2015, la Cour de cassation a confirmé la mise en examen du trust cimentier Lafarge pour financement du terrorisme en Syrie. Elle a en même temps rétabli contre ce groupe l'accusation de complicité de crimes contre l'humanité, levée en 2019 par la cour d'appel de Paris.

Lafarge est accusé d'avoir cherché à maintenir la production coûte que coûte dans son immense cimenterie de Jalabiya, alors que celle-ci est située dans une région, au nord-est de la Syrie, passée entre les mains de groupes djihadistes à partir de 2012. Il est ainsi soupçonné d'avoir versé près de 13 millions d'euros à des groupes terroristes, d'abord Al-Qaïda puis Daech, pour pouvoir faire circuler ses camions de ciment. Il aurait aussi négocié avec les dirigeants djihadistes pour acheter des matières premières nécessaires au fonctionnement de son usine et vendu du ciment à l'État islamique. Celui-ci s'en est servi pour fortifier les villes qu'il occupait et pour

construire de nouvelles prisons où il exécutait en masse ses opposants.

Le calcul de ce trust portait plus loin que le maintien de la production à court terme. Il voulait être présent quoi qu'il en coûte pour faire des affaires, une fois la guerre finie.

Cette politique criminelle a eu le soutien de l'État français, comme l'a prouvé le quotidien *Libération* en publiant en 2018 un document des services secrets. Un directeur adjoint de Lafarge a d'ailleurs expliqué aux enquêteurs : « Le gouvernement français nous incitait fort à rester. C'est quand même le plus gros investissement français en Syrie. C'est le drapeau français ! »

Les affaires avec l'État islamique ne se sont pas arrêtées quand ce dernier a occupé l'usine en septembre 2014. En effet, dans l'espoir de faire redémarrer son usine, Lafarge a continué à tenir des réunions secrètes avec des intermédiaires liés à Daech au moins jusqu'en juillet 2015, soit quelques mois après les premiers attentats de l'État islamique en France.

Avec l'occupation de la cimenterie par Daech, les dirigeants de Lafarge et le gouvernement français craignaient en fait surtout que l'État américain ne la bombarde. Ils ont alors multiplié les demandes pour l'empêcher.

Comme toujours, derrière les déclarations publiques sur « la guerre sans merci contre le terrorisme », l'État français est prêt à tout quand il s'agit de défendre les affaires des capitalistes de son pays.

Arnaud Louvet

Dassault : de bonnes affaires, à quel prix ?

Dassault Aviation et sa chargée de mission, Florence Parly, par ailleurs ministre des Armées, ont annoncé la vente de six avions Rafale supplémentaires à la Grèce.

Cet État, engagé dans une course aux armements et aux déclarations belliqueuses avec son voisin turc, en avait déjà commandé 18. La France et la ministre auront tout fait pour faciliter le contrat. Visites d'État, démonstrations effectuées par l'Armée de l'air et la marine, facilités de paiement, engagement des banques françaises, rien n'est trop beau ni trop cher lorsqu'il s'agit des affaires de Dassault. Le Rafale neuf étant hors de prix, le premier contrat portait sur 12 avions d'occasion, obligamment fournis par l'armée de l'Air, qui en rachètera d'autres, et six neufs. Le tout se montait quand même à 2,5 milliards d'euros.

Ce premier marché, conclu par un pays qui n'a surmonté la faillite qu'en pressurant la population et détruisant les services publics, était déjà scandaleux. Le deuxième,



après un été qui vit les pompiers grecs sous-équipés périr en combattant les incendies et en suppliant l'État de leur fournir des moyens aériens, l'est d'autant plus.

Mais que dire des financiers et des marchands d'armes français, comment qualifier l'État qui les défend et organise leurs affaires ? Non contents de contribuer à ruiner les travailleurs grecs, ils poussent de fait à la guerre en commercialisant leurs machines à tuer, avions, missiles et bientôt frégates.

Paul Galois

Éthiopie : une guerre meurtrière

Depuis maintenant onze mois, la guerre ravage la région du Tigré, en Éthiopie, et elle s'étend de plus en plus aux zones voisines. La famine y frappe aujourd'hui plusieurs centaines de milliers d'habitants, privés de vivres et de médicaments par le blocus qu'impose l'armée du gouvernement central.

Le 4 novembre 2020, Abiy Ahmed, le Premier ministre de l'État fédéral d'Éthiopie, qui regroupe douze États-régions, dont le Tigré, déclençait cette guerre pour contrecarrer les velléités sécessionnistes des dirigeants tigréens. Il ne fallut pas longtemps à ses troupes pour s'emparer de la capitale tigréenne Mekele. Mais ce n'était là qu'un début. Retranchés dans les montagnes, les soldats tigréens reprirent le dessus et reconquirent Mekele après huit mois de combat. Depuis, la guerre ne cesse de faire de nouvelles victimes. Pour tenter de briser le blocus imposé par Abiy Ahmed et l'Érythrée voisine, dont

les troupes sont entrées au Tigré en même temps que l'armée fédérale éthiopienne, les soldats tigréens ne cessent d'ouvrir de nouveaux fronts en direction des autres régions, Afar et Amhara notamment. Ce conflit meurtrier est susceptible de se transformer en guerre régionale, Abiy Ahmed accusant le Soudan voisin d'abriter des camps d'entraînement des militaires tigréens.

Abiy Ahmed, qui avait été sacré en 2019 prix Nobel de la paix, s'est transformé en fauteur de guerre et a appelé en août dernier à la mobilisation générale, exigeant que tous les Éthiopiens en âge de porter les

armes rejoignent l'armée ou les milices régionales pour « prouver leur patriotisme ». Une partie importante de ceux qui doivent survivre sans avoir ni travail ni ressources ont répondu à l'appel, espérant au moins être nourris, mais d'autres ne s'y sont résolus que contraints et forcés. Dans les grandes villes comme la capitale Addis-Abeba se côtoient des travailleuses et des travailleurs venus de toutes les régions, habitant les mêmes quartiers. Ils s'échinent dans les mêmes usines textiles ou sur les chantiers de construction pour le profit du capital international. C'est là, comme au Bangladesh ou au Vietnam, que sont confectionnés par des ouvrières chassées de leurs terres les vêtements vendus par les grandes marques. Tous, qu'ils soient oromos, amharas ou tigréens, doivent se battre contre l'exploitation



Villageois déplacés, lors d'une distribution d'aide alimentaire.

et sont durement frappés par la hausse des prix. Le teff, céréale qui constitue la base de la nourriture éthiopienne, a vu son prix multiplié presque par deux ces derniers mois.

Les dirigeants de l'État central et de ceux du Tigré s'affrontent pour tenter

d'accaparer le maximum de pouvoir, et ainsi être en mesure de jouer les intermédiaires entre le capital international et des travailleurs surexploités. Ceux-ci auraient tout à perdre à se laisser entraîner dans ce conflit sanglant.

Daniel Mescla

Guinée : la voiture électrique polluée

D'après une étude de la société GlobalData, la production mondiale de bauxite, en augmentation, devrait atteindre les 406 millions de tonnes en 2025, contre 372 millions en 2021.



Transport de bauxite en Guinée.

La bauxite est le minerai à partir duquel est produit l'aluminium, un des

principaux composants des véhicules électriques fabriqués par tous les géants de

l'industrie automobile, de Renault à Volkswagen en passant par Ford ou Toyota.

En Guinée, deuxième producteur mondial de bauxite après l'Australie, l'exploitation du minerai s'est intensifiée de façon spectaculaire, passant de 4% de la production mondiale en 2014 à 22% en 2020. Les conséquences sont catastrophiques pour les communautés agricoles. L'installation des mines à ciel ouvert a nécessité le défrichage de plusieurs centaines d'hectares et la destruction de terres fertiles dont les paysans dépendaient pour vivre. Les maigres indemnités versées par les compagnies minières aux habitants délogés ne compensent pas la perte de ces terres, et les familles déplacées à l'orée des

mines ont été plongées dans la misère.

Les conséquences écologiques sont tout aussi désastreuses. En détruisant la végétation et en facilitant l'érosion, l'exploitation de la bauxite contamine rivières et cours d'eau. De plus, le raffinage de l'alumine, fabriquée à partir de la bauxite, produit de grandes quantités de boues rouges corrosives. Enfin, la transformation d'alumine en aluminium consomme beaucoup d'électricité et émet des quantités importantes de gaz à effet de serre. La Chine, principal producteur mondial d'aluminium, utilise essentiellement de l'électricité produite par des centrales à charbon. D'après Human Rights Watch, la production d'aluminium rejette chaque

année plus d'un milliard de tonnes d'équivalent CO₂.

Ces drames humains et écologiques n'empêcheront certes pas les capitalistes de l'automobile de continuer à utiliser l'aluminium, métal léger tiré de la bauxite. D'après l'International Aluminium Institute (IAI), ce secteur devrait doubler ses commandes d'aluminium d'ici 2050.

La production de véhicules électriques obéit aux mêmes lois que toutes les autres activités dans le système capitaliste : produire à moindre coût pour rapporter le plus de profits possible, avec une totale indifférence concernant les conséquences pour les populations et l'environnement.

Julie Lemée

Covid : double peine pour les pays pauvres

Dans les pays pauvres, la pandémie de Covid-19 a eu un effet catastrophique sur la lutte contre d'autres maladies connues de longue date, comme la tuberculose, le sida ou le paludisme.

Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme indique que, entre 2019 et 2020, le nombre de personnes traitées pour une tuberculose pharmacorésistante a chuté de 19%, et de 37% celui de personnes traitées pour les formes de tuberculose ultrarésistante. Près d'un million de patients n'ont pas été soignés.

Pour les malades du sida, les conséquences sont aussi dramatiques. Le nombre de

personnes ayant accès aux programmes de prévention a diminué de 11% et le nombre de tests de dépistage de 22% par rapport à 2019. Pour le paludisme, le dépistage des cas suspects a diminué de 4% par rapport à l'année précédente.

Dans tous les pays pauvres, les hôpitaux ont été débordés et les systèmes de santé, déjà bien incapables de répondre aux besoins des populations, ont été obligés

de faire des choix. C'est ce qui s'est passé aussi dans les pays riches, avec des hôpitaux au bord de la rupture obligés de repousser des opérations. Mais en Afrique la situation est pire encore, les populations encore plus abandonnées et livrées au Covid, à la tuberculose, au sida, au paludisme, etc.

Le Fonds mondial de lutte réclame en urgence des moyens financiers et humains pour ces pays qui manquent de tout, notamment de vaccins. Ces moyens existent mais, faute d'en disposer, les morts supplémentaires victimes du sida,

de la tuberculose et d'autres maladies se compteront par milliers. Alors il faut d'urgence la levée des brevets des

vaccins et leur mise à disposition pour la population mondiale.

Cédric Duval



Visite médicale pour la tuberculose et le VIH en Afrique du Sud.

20 ans après : loin de combattre le terrorisme, l'impérialisme l'a nourri

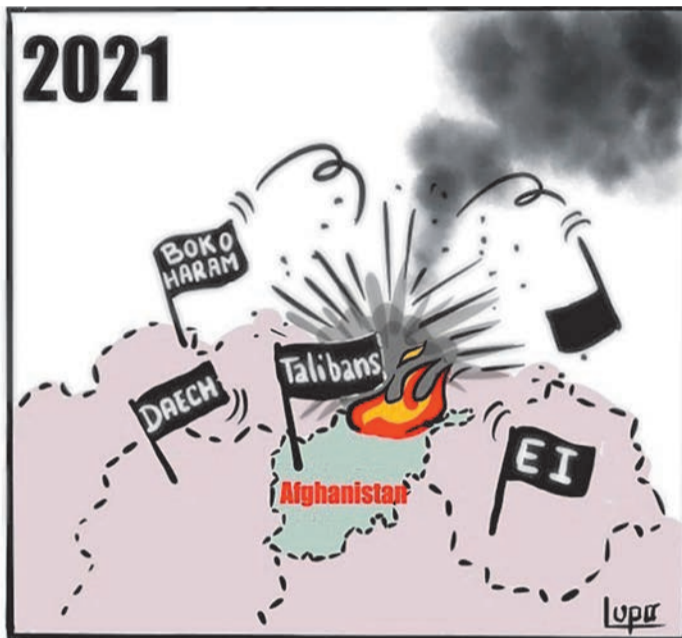
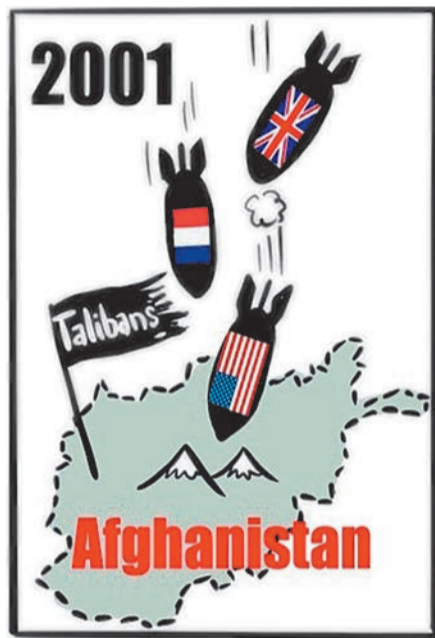
Le vingtième anniversaire des attentats du 11 septembre 2001 a été commémoré aux États-Unis. Dans le reste du monde occidental, les médias ont aussi largement évoqué ces événements, présentés comme un tournant dans l'histoire mondiale. Mais qu'ont-ils vraiment changé, sinon le fait que depuis vingt ans, ils ont permis à l'impérialisme américain de présenter ses interventions comme participant de la « guerre contre le terrorisme » ?

En effet, l'administration de George W. Bush sut utiliser sans tarder le bilan effroyable des attentats, près de 3000 morts et 7000 blessés, et l'immense émotion causée dans la population américaine. Le jour même, Bush et le gouvernement, suivis par le patronat, les élus, républicains comme démocrates, les médias et des dirigeants syndicaux, appelèrent à l'union sacrée et à serrer les rangs derrière eux dans la « guerre contre le terrorisme ».

L'embrigadement de la population

Le pouvoir joua sur la peur, entretenue par une rhétorique guerrière et par l'annonce de nouveaux attentats déjoués ou du démantèlement de cellules terroristes. Une propagande chauvine, haineuse, enjoignait non seulement chacun d'arborer le drapeau national sur sa voiture ou sa maison, mais encore de se méfier des étrangers, à commencer par ceux venant du Moyen-Orient.

Le gouvernement, profitant de l'unité nationale ainsi instaurée, fit adopter par le Congrès un projet de loi vraisemblablement préparé depuis longtemps, le USA Patriot Act qui, sous prétexte de lutter contre le terrorisme, renforçait les pouvoirs de surveillance et



de répression de la police. Ajoutée à une multitude de décrets, lois et autres textes parus dans la foulée, cette législation permit de légaliser des pratiques officiellement proscrites depuis le mouvement des droits civiques, la révolte noire et l'opposition à la guerre du Vietnam. Elle permettait l'emprisonnement, sans inculpation et pour une durée indéterminée, de tout étranger dont l'État estimait qu'il représentait une menace. Elle permettait aux policiers d'écouter les conversations téléphoniques, de lire le courrier électronique sans l'autorisation d'un juge, de fouiller

cains, même sur le territoire national. Le gouvernement mit en place des tribunaux militaires pour des milliers d'étrangers. Cela allait signifier la prison sans jugement et la torture lors des interrogatoires.

Cette atmosphère guerrière servit également au patronat pour imposer de nouveaux sacrifices au monde du travail. Le gouvernement augmenta le budget militaire, versant des milliards à des entreprises liées au secteur de l'armement. Il opéra des coupes claires dans les programmes sociaux et les services publics, aggravant d'autant les conditions de

vie des classes populaires. La bourgeoisie américaine profita à plein de la situation.

Des interventions au nom de la « guerre contre la terreur »

Bush appela à riposter aux attaques, rapidement attribuées au groupe islamiste al-Qaïda et à son di-

ressources pétrolières du pays. Depuis 1991 et la première guerre du Golfe, l'Irak était pourtant à genoux, les États-Unis lui imposant un embargo ponctué de bombardements réguliers. Bush et ses ministres inventèrent la fable des « armes de destruction massive » qui, détenues par l'Irak, menaçaient les États-Unis et accusèrent les États-Unis et accusèrent Saddam Hussein d'être lié à Ben Laden. En mars 2003, l'armée américaine envahit l'Irak et détruisit son appareil d'État, avant de s'embourber là encore dans une guerre sans fin, tandis que les affrontements entre milices religieuses dévastaient le pays et que la population connaissait un recul sans précédent de ses conditions de vie.

La « guerre contre le terrorisme » des États-Unis coûta finalement la vie à bien plus d'Américains que les attentats du 11 septembre, et causa des morts innombrables parmi les peuples du Moyen-Orient, sans pour autant faire reculer le terrorisme djihadiste, bien au contraire. Vingt ans après leur défaite, les talibans sont de nouveau au pouvoir en Afghanistan. Si les États-Unis ont tué Ben Laden après dix ans de traque, l'État islamique a émergé du chaos qu'ils ont créé en Irak. En fait, les organisations djihadistes n'ont jamais été aussi nombreuses qu'aujourd'hui, tant le terrorisme d'État des grandes puissances facilite le recrutement des forces, même les plus réactionnaires, qui semblent s'opposer à lui.

Si, après l'Irak hier, les troupes américaines ont désormais quitté l'Afghanistan, elles laissent derrière elles un champ de ruines. Elles n'ont pas vaincu en quoi que ce soit le « terrorisme », elles l'ont alimenté. Des milliers de milliards ont été dépensés, qui ont enrichi avant tout les trusts américains de l'armement. Le principal objectif n'était-il pas de démontrer la puissance meurtrière de l'impérialisme et sa capacité à écraser sous les bombes quiconque conteste sa domination ?

Ce n'était pourtant qu'un début. Sur sa lancée, le gouvernement américain décida d'en finir avec le régime de Saddam Hussein en Irak et de mettre la main sur les

L'impérialisme américain a déclaré la guerre au terrorisme, mais c'est aux peuples qu'il l'a faite.

Jacques Le Gall

Lisez Lutte de classe, revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 218 (septembre-octobre 2021)

- Afghanistan : le retour des talibans, résultat de vingt ans de guerre impérialiste
- Désastre sanitaire et mobilisation sociale en Martinique et en Guadeloupe
- La Côte d'Ivoire après le retour de Gbagbo : vers une nouvelle crise politique ?
- Palestine - Israël : l'oppression nourrit le chaos et renforce les courants réactionnaires
- Allemagne : après seize ans, la fin de l'ère Merkel
- Feux de forêt en Californie : la crise s'aggrave
- Le retour de l'inflation

Prix : 2,5 € - envoi contre cinq timbres à 1,28 €.



Le 5 octobre et après : quelles perspectives pour les travailleurs ?



Les directions de différentes centrales syndicales, CGT, FO, FSU..., ont appelé à une journée interprofessionnelle de mobilisation et de grève le 5 octobre. Les travailleurs qui veulent se saisir de cette journée pour en faire une réussite et exprimer leur colère ont raison. Comme ils ont raison de vouloir répondre aux reculs imposés au monde du travail et aller dans le sens d'une réaction d'ensemble.

Cela nécessite aussi de poser le problème de l'attitude des directions syndicales. Force est de constater que cet appel ne compense pas, loin s'en faut, leur manque de réactions depuis des mois, alors que les attaques pleuvent sur les travailleurs. Les capitalistes ont profité de la pandémie pour licencier, imposer des reculs de salaires, des horaires à rallonge ou changeants, des jours fériés travaillés, des augmentations de cadences inouïes. Tous ces coups se sont traduits par des profits en hausse pour toutes les grandes entreprises du pays.

Les plus précaires, les intérimaires, les jeunes, les femmes en temps partiel ont subi encore plus cette offensive patronale. Et, de surcroît, l'application de la réforme de l'assurance chômage va jeter dans la pauvreté bien des chômeurs et peser sur tous les travailleurs pour les forcer à accepter des salaires encore plus bas.

Face à cela, les directions syndicales n'ont guère réagi. Elles n'ont pas cherché à faire entendre les intérêts

des travailleurs, à organiser une protestation ouvrière. Bien sûr, elles se défendent en évoquant la faible mobilisation. Mais cet argument est choquant. Même sans mobilisation, ceux qui se posent en direction de la classe ouvrière peuvent et doivent dénoncer les attaques actuelles, la volonté délibérée des ennemis des travailleurs, ainsi que les mauvais coups en préparation.

Réagir à cette politique aurait permis que ceux des militants et des travailleurs qui ne baissent pas les bras se fassent entendre, au lieu de les laisser isolés. Ainsi, ils auraient au moins pu se faire les propagandistes de la nécessaire réaction collective de la classe ouvrière.

Les manifestations de cet été contre le passe sanitaire obligatoire ont bien montré que certains travailleurs voulaient exprimer leur colère, même sans perspective. Dénoncer la présence de l'extrême droite dans ces manifestations pour ne pas y participer est trop facile, pour des directions syndicales qui n'ont même pas essayé de donner la possibilité aux

travailleurs de s'exprimer autrement.

Même aujourd'hui où elles appellent enfin à une mobilisation interprofessionnelle, bien tardivement et bien faiblement, les directions syndicales affaiblissent le mouvement en multipliant les appels catégoriels, le 14 septembre pour les soignants, le 23 septembre pour les enseignants et le 1^{er} octobre pour les retraités. Quel sens y a-t-il à présenter les problèmes comme séparés ? Et quel sens y a-t-il à faire croire que les travailleurs seront plus forts en étant plus divisés ? N'est-ce pas une façon de disperser le mouvement avant même qu'il n'existe ?

Bien sûr, cela n'empêchera pas les plus conscients des travailleurs de vouloir faire de cette journée une réussite qui puisse remonter le moral du plus grand nombre possible. Mais il est aussi nécessaire de discuter des perspectives indispensables pour que les travailleurs se défendent. Il ne suffit pas de déplorer le manque de combativité actuel, il faut militer dans le sens d'un regain des luttes et les préparer. Une journée de mobilisation, même réussie, si elle reste sans suite et sans perspective ne mènera pas à une plus grande conscience, à une plus grande combativité. Les travailleurs devront se donner les moyens de définir eux-mêmes cette perspective.

Marion Ajar

RSA : au patronat de payer !

L'État envisage de prendre à sa charge les sommes nécessaires pour le versement du RSA (revenu de solidarité active) en Seine-Saint-Denis.

En effet, dans ce département, comme dans la plupart des départements populaires, le nombre d'allocataires ne cesse d'augmenter et le budget de cette collectivité locale explose.

Depuis 2003, l'État s'est déchargé du versement du RMI (ancêtre du RSA) sur les conseils généraux, nom à l'époque des conseils départementaux, comme il l'a fait pour bien d'autres dépenses sociales. La Seine-Saint-Denis, le département le plus pauvre de France, compte 90 000 allocataires du RSA, soit un habitant sur 18 alors que la moyenne nationale est d'un habitant sur 33. La seule ville d'Aubervilliers comptait 7 500 allocataires en 2019, soit 20 % de plus qu'en 2009. Ainsi, malgré la participation de l'État, le reste à charge pour le département est de 220 millions d'euros par an.

Il reste que, versé par les départements ou par l'État, c'est l'argent public qui finance le RSA. En France, deux millions de personnes touchent l'allocation de RSA, dont le montant s'élève à 564,34 euros. Ce n'est pas suffisant pour vivre correctement, mais c'est la seule source de revenus pour nombre de foyers qui n'ont même plus droit aux allocations chômage.

C'est le patronat qui est responsable du chômage de masse et de la pauvreté qui en découle. C'est sur ses profits qu'il faut prendre de quoi assurer une allocation digne de ce nom à tous ceux qui en ont besoin. Et cela aussi longtemps que les travailleurs n'auront pas imposé au patronat de payer pour que tous aient un emploi avec un revenu correct.

Denis Aler



Salaires : il faut les augmenter

De Mélenchon à Le Pen en passant par Hidalgo et Pécresse, tous promettent, s'ils sont élus, des augmentations du pouvoir d'achat des salariés. Mais dans leurs programmes, il ne s'agit surtout pas de faire payer le patronat. Ils parlent tout au plus de puiser dans l'argent public ou les cotisations sociales.

En évoquant les salaires très insuffisants pour vivre, les candidats à la présidentielle, comme certains représentants patronaux en mal de main-d'œuvre corvéable pour des salaires dérisoires, ne font

que dire publiquement ce que toutes les familles populaires savent depuis bien longtemps.

Mais augmenter vraiment les salaires signifierait prendre sur les profits accumulés par le grand patronat, ces profits qui ont permis de distribuer plus de 50 milliards d'euros de dividendes aux actionnaires en début d'année. Il ne faudra pas se contenter d'augmenter une fois les salaires, et il faudra les indexer sur le coût de la vie pour les classes populaires.

Charles Legoda

Collectivités locales : une attaque qui vise tous les travailleurs

Dans de nombreuses villes, les agents des collectivités locales ont fait grève ou continuent de le faire contre l'application de la loi augmentant leur temps de travail.

Au moment du passage aux 35 heures en 2001, la durée effective de temps de travail annuel avait en effet été fixée dans les collectivités territoriales, pour ceux étant à temps plein, à 1 607 heures.

Cependant, les collectivités qui avaient des accords donnant un temps de travail inférieur pouvaient ne pas le modifier. Des jours de congés supplémentaires ont souvent été donnés par les directions au fil des ans. Par exemple, à Paris, Jacques Chirac en avait octroyés en tant que maire, tout comme son successeur Delanoë.

C'est pourquoi, en 2016, la Cour des comptes estimait que seuls 20% des collectivités faisaient les 1 607 heures et chaque rapport sur la gestion des collectivités ne manquait pas de souligner que les agents ne travaillaient pas assez.

La loi de transformation de la fonction publique, adoptée en 2019, rend maintenant cette durée

obligatoire à partir de 2022 au nom, comme bien souvent, de l'égalité entre les trois fonctions publiques. Au printemps 2020, 32% des collectivités n'étaient pas en conformité avec cette loi.

Son application fait que, concrètement, les agents peuvent perdre de huit à dix jours de congés, un recul qui leur paraît d'autant plus injuste que le travail a été intensifié, en particulier du fait des départs en retraite non remplacés. La surveillance du personnel s'est aussi beaucoup accrue ces dernières années avec les possibilités de géolocalisation et les systèmes informatiques sophistiqués pouvant suivre à la trace l'activité de chacun. Tout comme dans le privé, les agents subissent la chasse perpétuelle aux temps morts, le décompte du temps imparti pour chaque activité laissant de moins en moins la possibilité d'avoir des échanges avec les usagers.

Un certain nombre de collectivités ont anticipé l'obligation, comme Saint-Quentin, dans l'Aisne, Mulhouse, en Alsace, pour répondre à la Cour des comptes, disaient-elles, et, malgré les protestations du personnel, plusieurs jours de travail supplémentaires sans rémunération y sont effectués depuis. Dans l'Yonne, à Sens, la maire de droite a profité de la mutualisation des services entre la communauté de communes et la mairie pour augmenter le temps de travail, estimant compenser la contrainte par une indemnité de l'ordre de 40 à 50 euros pour les agents les plus mal payés.

Si peu nombreuses sont les municipalités souhaitant entamer ce bras de fer avec leur personnel, la plupart ont intérêt à récupérer ces heures de travail. Les dotations de l'État baissent et les tâches à effectuer augmentent. Mais face aux nombreuses grèves contre l'application de cette loi, les maires cherchent parfois à transiger, par exemple en entamant des négociations au niveau de chaque



À Ploufragan, en mars 2021.

service et en accordant à certains des jours de congé supplémentaires

À Paris, Anne Hidalgo a ouvert des négociations suite aux mobilisations de secteurs où le travail est particulièrement pénible, comme celui des égoutiers ou des éboueurs.

En échange de contraintes sur les dates de vacances, les quelque 50 000 agents ne peuvent perdre que six jours de congé au lieu de huit jours. Mais une grande partie des négociations ont lieu service par service, au nom de la pénibilité, ce qui permet à la mairie de reculer en fonction du degré de mobilisation. Cependant le préfet est déjà intervenu une fois pour retoquer l'accord trouvé.

De leur côté, des maires du PCF ont affirmé ne pas vouloir appliquer la loi. Dans ce cas, très probablement, les préfets trancheront.

En fait, même lorsqu'ils veulent s'opposer à l'application obligatoire des 1 607 heures, les dirigeants des collectivités locales ont une faible marge de manœuvre. Les travailleurs de la fonction publique territoriale en sont réduits à réagir commune par commune, service par service, en espérant que les dirigeants locaux se montreront souples dans l'application de la loi. Pourtant celle-ci, qui est une attaque contre tous les travailleurs du secteur, nécessiterait une riposte d'ensemble.

Inès Rabah

Résidence APF - Pantin : journée de mobilisation des travailleurs de l'action sociale

Le 14 septembre était une journée de mobilisation des travailleurs de l'action sociale, à l'appel de la CGT.



À Pantin, la Résidence APF Clothilde-Lamborot a participé à la protestation. Les travailleuses dénoncent la dégradation des conditions de travail et de prise en charge des personnes handicapées dont elles s'occupent.

Comme tous ceux et toutes celles du secteur, elles exigent plus de moyens pour

les établissements, des créations d'emplois pour l'action sociale - 100 000 pour toute la France - et l'augmentation des salaires.

Sur la question des salaires, elles sont d'autant plus en colère que les travailleurs de l'action sociale ont été de grands oubliés du Ségur de la santé. N'ayant pas eu les 260 euros

annoncés, ils demandent 300 euros de rallonge. C'est d'autant plus légitime que le secteur a des excédents de trésorerie : 30 millions en 2020.

À Pantin, la direction avait promis une prime de 1 000 euros qui se fait attendre : promise pour juillet puis août, on en parle maintenant pour septembre ou octobre. « Où sont nos 1 000 euros ? », criaient les manifestantes rassemblées devant la résidence. Surtout que, lors d'un précédent débrayage, il avait été promis 183 euros de rallonge, et que personne n'en a vu la couleur.

Ces travailleurs s'opposent également aux mesures qui menacent les salariés non encore vaccinés. Ils refusent les menaces de mise à pied et les suspensions de salaire. Pour eux, la vaccination doit être consentie et éclairée.

En attendant, celles et ceux qui ont participé à cette mobilisation étaient satisfaits d'avoir fait entendre leurs revendications.

Correspondant LO



Nos lecteurs écrivent Pénuries organisées et hausse des prix

« Je travaille dans une entreprise des Hauts-de-France qui fournit plus de 180 magasins en chaussures. Depuis plusieurs mois, la marchandise, qui vient quasi en totalité d'Asie, peine à arriver dans l'entrepôt.

C'est dû en grande partie à la pénurie de containers organisée au niveau mondial par les grands armateurs, pour faire monter les prix du transport. Cela se fait sentir, et du coup il y a beaucoup de retard sur les arrivages, et beaucoup moins de marchandise dans les magasins.

Mais surtout, l'entreprise répercute évidemment les augmentations des prix du transport sur

ses prix. S'ajoute à cela l'augmentation des prix des matières premières qui est répercutée par les fournisseurs et que l'entreprise répercute aussi en partie.

Au final, dans les magasins, où la clientèle est pourtant modeste, c'est la valse des étiquettes : les chaussures ont vu leur prix augmenter de 3, 4 ou 5 euros et certaines ont subi des augmentations de 33 %, passant de 45 à 60 euros !

Inutile de dire que nos salaires, et ceux des clients des magasins, n'ont pas connu la même augmentation ! »

Une lectrice des Hauts-de-France

Stellantis-PSA – Sochaux : première réaction contre les attaques

Le 9 septembre, pour la fin de la production de la Peugeot 308 à Sochaux, la direction s'est fait mousser dans la presse, avec le 1,3 million de Peugeot 308 fabriquées depuis 2013 dans les ateliers. Mais, pour ne pas faire tache dans le décor, elle n'a évidemment pas soufflé mot des attaques en cours dans l'usine contre les travailleurs.

Prétextant la pénurie de semi-conducteurs, la direction a suspendu l'équipe de nuit le vendredi 3 septembre. Ceux qui travaillaient dans cet horaire ont été réaffectés, dès le lundi suivant, dans les équipes en 2x8.

Elle licencie, en deux semaines, les 650 travailleurs intérimaires encore à l'usine et les remplace sur les chaînes de l'atelier du montage par des ouvriers en CDI mutés d'office d'autres ateliers, professionnels

ou pas, même si certains d'entre eux n'ont jamais travaillé en chaîne.

Les travailleurs italiens de l'usine Fiat de Melfi (qui fait partie de Stellantis, groupe issu de la fusion de PSA avec Fiat Chrysler en janvier 2021) ont été renvoyés chez eux au retour des congés. La direction les avait fait venir, deux semaines avant les congés d'été, disant qu'il y avait moins de travail dans leur usine.

Dans les ateliers, des

tensions sont palpables, le renvoi des intérimaires, les mutations forcées, les changements d'horaires de travail, en quatrième vitesse, provoquent un très large ressentiment. Jeudi 9 septembre, le débrayage à l'appel du syndicat CGT de l'usine, d'une quarantaine de travailleurs, intérimaires et embauchés, a été l'expression d'un mécontentement et d'un dégoût profonds. Les travailleurs sont conscients qu'ils font les frais d'un grand chambardement où la direction veut régler l'ensemble de ses problèmes à leur détriment.

Ce n'est qu'une première réaction. Il devra y en avoir d'autres si les travailleurs ne veulent pas payer pour les profits de Stellantis.

Correspondant LO

Interdigital – Rennes : non aux licenciements



À Interdigital, société spécialisée dans le commerce des brevets, la mobilisation a repris à Rennes depuis début septembre contre le plan de licenciements annoncé en juin. La direction avait fait quelques concessions fin juillet, juste avant la pause estivale. Les salariés en lutte ont considéré ces concessions comme le résultat de leur mobilisation.

Les rassemblements devant l'entreprise ont donc repris dès la fin août. Chaque jeudi, et maintenant chaque mardi, entre 80 et 100 personnes, sur les 140 que compte le centre de recherche touché par les 58 suppressions de postes, se rassemblent et discutent ensemble des moyens de faire payer ce groupe. Celui-ci proclame son excellente santé financière et affirme que cette restructuration n'est pas liée à un problème de rentabilité, mais à un « recentrage stratégique ». Les mardi et jeudi ont été choisis car ce sont ces jours où les délégations du personnel rencontrent les

directrices chargées de la mise en œuvre du plan.

Ces rassemblements sont aussi l'occasion de mettre au point des actions vers l'extérieur de l'entreprise afin de faire connaître à l'opinion publique le scandale que constitue le comportement du groupe Interdigital. Ainsi, vendredi 10 septembre, une trentaine de salariés se sont déplacés à Paris, le matin pour aller manifester devant les locaux d'Interdigital à Issy-les-Moulineaux, et l'après-midi devant le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche, qui alloue le crédit impôt recherche. Il s'agissait de dénoncer le fait qu'Interdigital

touche 11 millions d'euros de ce crédit par an alors qu'il licencie près de la moitié de son effectif de chercheurs en France.

Vendredi 17 septembre, un autre déplacement était prévu, à Bruxelles cette fois, où, comme de nombreuses entreprises du secteur numérique, Interdigital paie des lobbyistes auprès de la commission européenne et se fait passer pour une entreprise de haute technologie. Les salariés mobilisés entendent faire savoir qu'Interdigital est en réalité bien plus spécialisée en haute spéculation, sur le commerce des brevets.

Les rassemblements, le succès de ces déplacements et la possibilité qu'ils offrent à la fois de se serrer les coudes et de dénoncer le comportement scandaleux d'Interdigital, font que le moral est plus que jamais à ne pas se laisser faire.

Correspondant LO



GEOFFREY BERG - FTV

Aubert & Duval – Pamiers : incendie prévisible

On ne connaît pas à ce jour les causes précises de l'incendie qui s'est déclaré vendredi 10 septembre dans l'atelier ACS, chez Aubert & Duval à Pamiers, dans l'Ariège.

À l'occasion d'un transfert de cuve, la réaction chimique s'est emballée dans les bacs de cet atelier. Un important dégagement de fumées s'est produit et s'est embrasé, provoquant l'incendie de tout le bâtiment. L'usine étant implantée au cœur de la ville de Pamiers, devant l'importance des fumées la sirène a retenti. Après l'évacuation des travailleurs, le confinement d'une partie de la ville a été décrété.

Une chose est sûre, s'il n'y a eu aucune victime, c'est par chance et non en raison des préoccupations du patron en matière de sécurité et d'effectif. Dans cette usine Aubert & Duval qui emploie 1000 salariés, la plus grosse usine d'Ariège, on fabrique notamment des pièces en titane pour l'aéronautique, des turbines et autres pièces pour les moteurs.

Dès le début de la crise sanitaire, la baisse de production dans l'aéronautique a entraîné automatiquement le départ de plus de 300 intérimaires, sous-traitants et prestataires, et le chômage partiel pour les autres. Mais pour les ouvriers restants, la charge de travail est restée très importante. Ils ont dû boucher les trous, et malgré quelques mutations, cela ne faisait pas le compte : il manquait du monde partout et surtout du personnel qualifié.

Tous les éléments étaient réunis pour qu'il y ait un problème grave. Ainsi, dans l'atelier ACS, des intérimaires licenciés qui connaissaient parfaitement le travail, n'étaient plus dans l'usine. Pourtant, ce n'est pas la première fois que le problème se pose. Les réactions chimiques s'étaient

déjà emballées dans le passé, mais à l'époque, il n'y avait eu qu'un dégagement de fumées sans qu'elles prennent feu.

Eramet, groupe auquel appartient Aubert & Duval, fait des profits énormes en exploitant notamment des mines de nickel en Nouvelle-Calédonie après avoir fait des profits pendant des décennies avec les usines Aubert & Duval. Mais aujourd'hui, les dirigeants d'Eramet veulent vendre les usines et ne mettent pas l'argent nécessaire pour une production dans de bonnes conditions et avec des effectifs suffisants. Ils prévoyaient même encore des départs quitte à faire appel à des intérimaires si nécessaire.

La direction rêvait d'externaliser les secteurs qui ont été détruits dans l'incendie. La soixantaine de travailleurs concernés étaient déjà inquiets devant cette politique patronale qui, au nom de toujours plus de profits, écrase les prix, en faisant faire le travail en sous-traitance par des ouvriers encore plus mal payés et dans des conditions pires encore. L'incendie a réglé la question mais l'inquiétude demeure.

Le travail a repris progressivement lundi 13 septembre dans les zones qui n'ont pas été touchées par l'incendie. La vente de l'usine devant être signée prochainement, il reste que l'inquiétude des travailleurs devra se transformer en colère, s'ils ne veulent pas subir les conséquences des choix du patron en matière de production ou de réductions d'effectifs et de sécurité.

Correspondant LO

TER Marseille-Nice : concurrence, intox et vraies menaces

La région PACA, suite à un appel d'offres, a annoncé l'attribution de l'exploitation de la ligne Marseille-Nice à Transdev à partir de 2025 et pour une période d'au moins dix ans.

Il s'agit, dans le cadre de l'ouverture à la concurrence des transports ferroviaires, de la première ligne attribuée à un concurrent de la SNCF. Celle-ci avait en effet jusqu'aujourd'hui le monopole du transport de voyageurs sur le réseau ferré national.

Cette annonce est loin d'être une surprise, puisque Renaud Muselier, dirigeant LR de la région PACA, s'y était déclaré favorable bien avant le lancement des appels d'offres. Mais elle a permis à bon nombre de journalistes de déverser leur lot d'âneries et de mensonges. Evidemment, ils ont seriné, comme ils l'ont fait sur BFM, que l'arrivée de la concurrence « vise à faire baisser les prix ». C'était déjà l'argument servi avec l'ouverture à la concurrence du gaz et de l'électricité. On en connaît le résultat : l'explosion du prix de l'énergie, quels que soient les opérateurs. La même chaîne indiquait : « A priori ça fonctionnera, ça a

fonctionné dans le fret à partir de 2003, il n'y a aucune raison que ça ne fonctionne pas dans le transport des voyageurs. » En réalité, depuis l'ouverture à la concurrence du fret, ce n'est pas le prix mais le volume de transport de marchandises par rail qui a été divisé par deux ! Enfin, quasiment toutes les chaînes ont chanté les louanges de Transdev, qui « s'est engagé à multiplier par deux les rotations, quatorze par jour au lieu de sept » alors que cette condition figurait dans l'appel d'offres et était donc une condition d'obtention du marché.

Selon la CGT, la région PACA a promis à Transdev 10 millions d'euros de subvention avant même qu'un train ne roule, 50 millions de bénéfices par an pendant les dix ans, et le financement de l'achat de 10 à 12 rames, ainsi que la construction d'un atelier de maintenance, alors qu'un tel atelier existe déjà. L'argent public sera donc mis à contribution

pour assurer à Transdev la rentabilité de cette ligne.

Mais derrière l'ouverture à la concurrence, et quel que soit l'opérateur retenu, ce sont d'abord les travailleurs du rail qui sont visés. En effet, à chaque changement d'attribution d'une ligne, les travailleurs concernés, qu'ils soient conducteurs, contrôleurs, ouvriers d'entretien ou agents commerciaux, devront être transférés au nouvel opérateur. Il s'agit pour le patronat du ferroviaire, dont la SNCF est le fer de lance, d'imposer par ce biais un recul considérable des conditions de travail, de rémunérations, de temps de récupération. En PACA ce sont, par exemple, 244 cheminots qui seront transférés à Transdev selon le syndicat Sud-Rail.

Bon nombre de cheminots sont inquiets à juste titre pour leur avenir. Mais se borner à militer pour que la SNCF conserve les marchés est un piège, à plusieurs titres. Tout d'abord, La SNCF, loin d'être une victime, est depuis plusieurs années l'artisan de cette mise en concurrence. Elle a d'ores et déjà annoncé

qu'elle postulera aux différents appels d'offres, via des filiales de droit privé, car elle entend déroger de cette façon à sa propre réglementation du travail. Elle a déjà une solide expérience en la matière au travers de sa filiale Keolis, qui exerce le dumping social dans le monde entier tout autant que Transdev, ex-filiale de Veolia, aujourd'hui majoritairement détenue par la Caisse des dépôts et consignations. Autant d'entreprises qui sont en fait à capitaux publics et qui n'en participent pas moins à la déréglementation.

Il faut combattre l'argument seriné par toute la hiérarchie de la SNCF

prétendant qu'il faut faire corps avec l'entreprise et accepter les sacrifices pour « conserver le marché ». C'est tout le patronat du transport qui, afin de faire reculer leurs conditions d'existence, veut mettre en concurrence les travailleurs du rail. Quelles que soient leurs entreprises actuelles ou futures, ceux-ci doivent au contraire lutter au coude à coude pour s'opposer à toute dégradation et exiger la garantie d'un emploi et d'un salaire décent pour tous. Les conducteurs de bus de Transdev, actuellement en lutte, montrent l'exemple à suivre.

Christian Bernac

Transdev – Saint-Gratien : intérêts communs

Au dépôt de Saint-Gratien, dans le Val-d'Oise, en vue d'emporter son appel d'offres en réduisant la masse salariale, Transdev avait prévu une augmentation de la charge de travail et le blocage des embauches.



Le 14 septembre.

C'est contre ces attaques, mises en place depuis début août, que le mouvement de grève a démarré le 6 septembre.

Ce dépôt dessert le réseau de bus de la région Enghien-Montmorency. Un certain nombre de conducteurs arrêtent le travail, particulièrement certains jours, sortes de grosses journées d'action. Ainsi mardi 14 septembre, la moitié des effectifs prévus du dépôt étaient en grève.

Les grévistes dénoncent l'augmentation des cadences et la nette dégradation des conditions de travail. Cela se traduit non seulement par la perte de deux jours de RTT, mais par la réduction de la pause de 30 minutes qui se trouve fractionnée en pauses de cinq minutes. Jusqu'à juillet, les conducteurs étaient sur une ligne unique. Aujourd'hui, une

ligne supplémentaire, voire trois, ont été ajoutées. Quant à l'amplitude de la journée de travail, si quelques-uns l'ont vue diminuer, pour d'autres, bien plus nombreux, elle a augmenté. Au total, la conséquence est d'accroître le nombre de tours effectués par les conducteurs d'un demi-tour supplémentaire pour chaque service en moyenne.

Jusqu'à présent, les grévistes de Saint-Gratien avaient peu de contacts directs avec les autres dépôts. Le rassemblement organisé le 14 septembre devant le siège de la région Île-de-France a permis d'en nouer et de mesurer combien les problèmes des travailleurs des différents dépôts sont les mêmes, et qu'au-delà de différences mineures dans les revendications, le combat est bien celui de tous.

Correspondant LO

Bus Transdev – région parisienne : la grève continue

En Seine-et-Marne, la grève des conducteurs de bus du réseau Transdev continue depuis le 2 septembre au dépôt de Lieusaint et Vaux-le-Pénil, dans la région de Melun. Le mouvement est très suivi.

C'est que la colère est forte, à force de mépris et de conditions de travail dégradées. Sur les piquets de grève, les conducteurs témoignent sur les horaires en deux parties durant deux mois d'affilée, commençant vers 6h et finissant vers 19h, l'impossibilité de voir sa famille, les coupures non comptées, les journées de 9h comptées 7h, les heures supplémentaires calculées en

semaines glissantes. Transdev a balayé les accords d'entreprise ou locaux concernant le décompte des horaires et les primes, au prétexte de remporter les appels d'offres.

Cette politique se mène main dans la main, entre le patronat et l'autorité organisatrice des transports en Île-de-France, « IDFM », dirigée par Péresse. Les appels d'offres servent à rabaisser les conditions

des travailleurs des réseaux de bus, comme chez Keolis et à la RATP, qui prépare d'ailleurs un allongement similaire des horaires de conduite pour 2022.

IDFM a d'ailleurs demandé à toutes ces entreprises de ne plus recruter, dans l'objectif de faire tourner les lignes de bus par la hausse des horaires et l'intensification du travail. En réagissant, les grévistes de Transdev montrent la voie aux travailleurs de Keolis et de la RATP, qui sont face à la même situation.

Correspondant LO



Rassemblement devant le siège de la région, à Saint-Ouen en Seine-Saint-Denis.

Hôpitaux publics : obligation vaccinale et défaillance générale

À partir du 15 septembre, des milliers de travailleurs hospitaliers vont être écartés de leur emploi. C'est la conséquence de l'obligation vaccinale annoncée par Macron au milieu du mois de juillet.

Cette attaque directe va priver les non-vaccinés de leur salaire. C'est totalement inadmissible, pour ces travailleurs, qui n'auront même pas droit aux allocations chômage, qui auront toutes les difficultés à faire face aux dépenses quotidiennes de leur famille et verront leurs factures habituelles s'accumuler. Mais ça l'est aussi pour tous les autres hospitaliers dont les services, au détriment aussi des malades qui en dépendent, sont en permanence dépourvus du personnel nécessaire à leur bon fonctionnement et qui le seront encore plus.

Par endroits les cadres, dans l'incapacité de faire tourner leur service sans ces travailleurs non-vaccinés, vont prendre leur temps avant de les renvoyer. Ailleurs la hiérarchie, espérant leur retour un jour, propose déjà à certains une mise en disponibilité ou de prendre sur leurs congés, ce qui leur évite dans un premier temps la perte de

salaire. Mais ailleurs encore elle fait pression depuis des semaines en multipliant les convocations et les menaces de licenciement. Il arrive qu'au lieu de recevoir un travailleur convoqué, les chefs se retrouvent face à une dizaine ou plus de collègues qui l'accompagnent et veulent riposter.

Partout les travailleurs, y compris bon nombre de ceux qui sont vaccinés, ressentent cette situation comme une agression. Des assemblées, des rassemblements se tiennent dans les hôpitaux. 500 personnes ont manifesté le 14 septembre devant le ministère de la Santé. Elles protestaient contre le gouvernement et les directions qui orchestrent cette manœuvre destinée à faire porter le chapeau de la crise sanitaire aux non-vaccinés, à ceux-là mêmes qu'on a obligés à venir soigner lorsque les masques étaient rares ou lorsqu'ils étaient eux-mêmes infectés.

Les 100 000 morts du

covid ne sont pas la faute des hospitaliers visés aujourd'hui, mais celle d'un système qui ne fonctionne que pour le profit immédiat au détriment des dépenses utiles à la population. Si cet été, après trois vagues de l'épidémie, le système public hospitalier a encore été près d'être débordé par la quatrième, c'est bien parce que les gouvernants l'ont sabordé en l'étranglant financièrement au fil des ans.

Cette obligation vaccinale ne peut qu'accroître la désorganisation des services hospitaliers. Dans un mélange de pressions contre les travailleurs et de tentatives d'anticipation, les directions d'hôpitaux ont demandé au personnel vacciné de s'enregistrer sur des portails informatiques pour savoir avec quels effectifs les services tourneront à partir du 15 septembre. De nombreux hospitaliers ont refusé de le faire. Ils ne veulent pas se plier aux injonctions venues d'en haut. Ils ne supportent ni les mensonges gouvernementaux actuels qui prétendent qu'il n'y a pas assez de soignants vaccinés, alors qu'il n'y a pas assez de soignants



tout court; ni ceux de l'ancien ministre de la Santé, Agnès Buzyn, à une mise en examen.

De manière croissante les hôpitaux publics font face à une crise générale du recrutement de personnel. C'est patent depuis qu'en 2019 un mouvement parti des Urgences s'est étendu pour réclamer une augmentation des moyens et surtout celle des salaires hospitaliers d'au moins 300 euros par mois. Le gouvernement, sous la pression, n'a pris que quelques mesures très insuffisantes, au travers du Ségur de la Santé, pour répondre à cette crise.

L'obligation vaccinale vient maintenant en plus de toutes les autres contraintes et pousse encore d'autres travailleurs à partir: ceux qui ne veulent pas se faire

vacciner et ceux qui n'en peuvent plus de courir en permanence, des horaires à rallonge et des jours de congé mangés par les remplacements imposés de collègues qui sont partis.

Les directions d'hôpital sont de moins en moins capables d'organiser le fonctionnement des services touchés par la pénurie de personnel. Elles prolongent certaines fermetures de lits de l'été. Cette baisse de la capacité hospitalière sera peut-être permanente, en cohérence avec la politique gouvernementale continue de fermetures de lits et de suppressions d'emplois.

Tout le système hospitalier public est ainsi envoyé dans le mur, l'obligation vaccinale ne faisant qu'accélérer le processus.

Lucien Déroit

QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),

membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal septembre 2021.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom.....

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audio-LO

www.lutte-ouvriere-audio.org

Guadeloupe : plusieurs dizaines de grèves



Meeting à la Mutualité, samedi 11 septembre 2021.

La grève générale contre l'obligation vaccinale et le passe sanitaire annoncée par les syndicats à partir du 9 septembre en Guadeloupe n'a pas été massivement suivie mais, pendant quatre jours au moins, dans une trentaine d'entreprises, elle a été effective.

La participation a varié de 10% jusqu'à parfois 50% de grévistes. Les grèves ont touché quatorze établissements de santé, dont le CHU, la plupart des laboratoires de santé, ArcelorMittal, Pôle emploi, l'Institut médico-éducatif du Moule, l'ONF (Office national des forêts) pendant 24 heures, les pompiers.

Le 10 septembre, environ 300 personnes, soignants et soutiens, ont manifesté au CHU de Pointe-à-Pitre pour exiger le retrait de l'obligation vaccinale et du passe sanitaire. Des soignants d'une dizaine d'établissements de santé ont pris la parole pour dénoncer les conditions catastrophiques de leur travail, où le manque

de matériel et de personnel n'a jamais été compensé malgré la crise sanitaire !

Le lendemain, samedi 11 septembre, 400 travailleurs ont défilé dans le centre de Pointe-à-Pitre. Mardi 14, les grèves se poursuivaient encore à l'entreprise ArcelorMittal, à l'Institut médico-éducatif du Moule, à Pôle emploi, chez les pompiers. Une assemblée générale des travailleurs de l'hôtellerie devait se tenir dans l'après-midi pour décider des luttes à mener.

Ces journées montrent

qu'une fraction des salariés n'entend pas laisser passer sans réagir avec détermination les sanctions prévues par le gouvernement en cas de non vaccination des travailleurs. Le climat de menace s'alourdit avec les rappels réitérés à « obéir » sous peine de suspension de salaire, venant des chefs d'entreprise et de ceux des établissements hospitaliers. La colère, les luttes et les grèves des travailleurs sont une première riposte à cette ambiance militariste dans les entreprises.

Pierre Jean-Christophe

ArcelorMittal Caraïbes : les travailleurs réagissent

Les salariés d'ArcelorMittal Construction Caraïbes sont en grève depuis le 6 septembre contre la répression que subit le délégué syndical. La direction effectue des prélèvements sur son salaire chaque fois qu'il s'absente pour ses missions de conseiller prud'homal. Les grévistes réclament aussi une prime exceptionnelle de 1 000 euros pour l'ensemble des salariés.

L'entreprise a déjà remboursé au délégué 800 euros brut qu'elle avait abusivement prélevés. Première victoire : les grévistes du site de Jarry ont réussi à entraîner dans la grève leurs collègues de Guyane puis de Martinique, qui subissent eux aussi depuis des années l'arrogance et les pressions d'un directeur raciste et méprisant.

P. J.-C.

Brésil : Bolsonaro bat le rappel

Le 7 septembre, jour de la fête nationale qui commémore l'indépendance du Brésil, le président Jair Bolsonaro a fait descendre ses troupes dans la rue. Préparée depuis des mois, cette mobilisation a vu des centaines de rassemblements se tenir à travers le pays.

Le président a pris la parole le matin à Brasilia, la capitale administrative, et l'après-midi à Sao Paulo, la capitale économique et politique, devant une centaine de milliers de partisans à chaque fois. Il prépare l'élection présidentielle d'octobre 2022 mais se retrouve sans parti ni appareil qui le soutienne. Largement déconsidéré par son refus de lutter contre

le Covid, qui a tué près de 600 000 Brésiliens, Bolsonaro est en butte à des demandes de destitution, menacé par plusieurs enquêtes pour corruption autorisées par la Cour suprême. Plusieurs de ses proches sont déjà emprisonnés. Sa réélection est donc loin d'être assurée et, à un moment où les sondages ne lui donnent que 23% d'opinions favorables, il veut remobiliser

sa base.

Ceux qui ont répondu à son appel étaient bien représentatifs des courants qui l'ont porté à la présidence en 2018 : évangélistes fanatiques, maniaques des armes et de la sécurité, complotistes divers, nostalgiques de la dictature, tous violemment nationalistes et anticommunistes. Les correspondants de presse ont pu se régaler de citations du président parlant de la Cour suprême qui serait infiltrée par les communistes, du risque que le Brésil devienne un second Venezuela, de son refus de distribuer des pots-de-vin et de son excellente gestion du Covid.

Face aux procédures qui le visent, le président a fait écho à ses partisans en hurlant : « Dieu seul me fera sortir du pouvoir. Jamais je ne serai emprisonné. » Il s'en est pris au juge de la Cour suprême qui a autorisé les poursuites contre lui, mais à Brasilia il a appelé à défendre la Constitution, se présentant en victime persécutée. En effet, à part le lobby de l'agro-industrie, les capitalistes semblent se méfier de lui, de même que les gouverneurs des États, qui disposent des principales forces de police. Le PSDB, parti de la droite



Des partisans du président Jair Bolsonaro observent l'arrivée d'un convoi militaire sur l'Esplanada do Ministerios.

moderne, est passé à l'opposition. L'état-major, lui, est irrité que Bolsonaro fasse sans cesse appel à l'image de l'armée dans sa propagande et nomme ostensiblement des militaires à la tête d'entreprises d'État.

L'opposition de gauche, rassemblée dans le Front Dehors Bolsonaro, appelait elle aussi à manifester le 7 septembre dans des centaines de villes, avec des cortèges bien moins fournis que ceux des partisans de Bolsonaro. Lula était ce jour-là dans le Nordeste, loin des manifestations, en discussion avec des leaders du centre et de la droite, ceux que récemment encore il accusait d'avoir renversé Dilma Rousseff par un coup d'État en 2016. Il compte visiblement plus sur la désaffection de certains milieux dirigeants vis-à-vis de Bolsonaro que

sur la mobilisation des travailleurs. Lula dit vouloir constituer un gouvernement qui rassemble tous les Brésiliens, bourgeois et ouvriers, grands propriétaires et paysans sans terre, habitants noirs des favelas et policiers racistes. Les travailleurs brésiliens ne peuvent se fier à une telle perspective, et ne peuvent avoir aucune confiance dans les institutions, dans la police, dans l'armée, pour les défendre.

Ils ne peuvent pas non plus oublier leurs revendications contre le chômage, les bas salaires, la santé et les retraites dégradées. En fait, en abandonnant la rue aux partisans de Bolsonaro, les partis de gauche, Lula et les syndicats montrent à la classe ouvrière le chemin de la défaite.

Vincent Gelas

Covid : tests positifs à la rentabilité

Le 17 septembre, Eurofins, le leader mondial des analyses alimentaires et médicales, doit entrer dans le CAC 40, l'indice des 40 sociétés françaises les mieux cotées à la Bourse de Paris.

Il faut dire qu'Eurofins commercialise, entre autres, des tests de diagnostic Covid (tests PCR, tests sérologiques, auto-tests...) sans compter qu'il possède aussi un des

plus gros laboratoires privés où ces tests sont lus.

Selon les dirigeants du groupe, les revenus directement liés au Covid s'élèvent à 750 millions d'euros sur les six derniers mois et l'action s'est envolée de 83% depuis le début de l'année.

Voilà une société au service de la santé publique... et d'abord de la santé des profits des actionnaires.